

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES
SENTENCES
ARBITRALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le lundi 15 juin 1896, à 9 h. 1/2

Par **Pierre BRUGNON**

Président : M. GARSONNET, professeur.

Suffragants { MM. GÉRARDIN,
GLASSON, } *professeurs.*

PARIS
IMPRIMERIE DE LA COUR D'APPEL

L. MARETHEUX, Directeur

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 135,000 FRANCS

1, RUE CASSETTE, 1

1896

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES
SENTENCES
ARBITRALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le lundi 15 juin 1896, à 9 h. 1/2

Par Pierre BRUGNON



Président : M. GARSONNET, professeur.

Suffragants { MM. GÉRARDIN, GLASSON, } professeurs.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA COUR D'APPEL

L. MARETHEUX, Directeur

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 135,000 FRANCS

1, RUE CASSETTE, 1

1896

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MES FRÈRES

DES

SENTENCES ARBITRALES

PREMIÈRE PARTIE

PROCÉDURE DES SENTENCES ARBITRALES

Le compromis, c'est-à-dire la convention qui crée l'arbitrage, désigne généralement plusieurs arbitres. De cette pluralité de juges peut naître une difficulté. Nous verrons, en effet, que, pour qu'une sentence arbitrale soit valablement rendue, il faut, comme lorsqu'il s'agit des jugements ordinaires, qu'une majorité se prononce pour un avis déterminé. Or, cette majorité peut n'être pas obtenue, les arbitres peuvent se partager en nombre égal pour des opinions contradictoires et l'intervention d'un nouvel arbitre, appelé tiers arbitre, est nécessaire pour trancher le litige. Aussi, notre sujet devra-t-il comprendre deux cas : 1° celui où la sentence est rendue par les arbitres seuls, sans l'adjonction d'un tiers arbitre; 2° celui où

cette adjonction est nécessaire et où la sentence est rendue grâce à l'intervention d'un tiers arbitre.

D'autre part, ces arbitres et ce tiers arbitre n'ont pas toujours les mêmes règles de procédure à suivre pour rendre leurs sentences. En principe, la loi impose aux arbitres l'observation des délais et des formes établis pour les tribunaux, de même que celle des règles du droit (Art. 1009 et 1019 C. pr. civ.). Mais, les parties peuvent les dispenser de ces obligations, en leur conférant des pouvoirs exceptionnels. L'arbitrage prend alors le nom d'amiable composition, et les arbitres, celui d'amiables compositeurs.

La première partie de ce travail fera l'objet de trois chapitres :

Chapitre I : *Des sentences rendues par les arbitres seuls.*

Chapitre II : *Des sentences rendues en cas d'adjonction d'un tiers arbitre.*

Chapitre III : *De l'amiable composition.*

CHAPITRE I^{er}

DES SENTENCES RENDUES PAR LES ARBITRES SEULS

On peut poser comme principe général que les formalités exigées pour la validité des sentences arbitrales sont les mêmes que celles qui sont requises pour les jugements ordinaires. Tout d'abord, la délibération et le vote sont des conditions essentielles à la formation des sentences arbitrales comme à celle de toute décision judiciaire, et quand la participation de tous les arbitres à la délibération et au vote n'a pas eu lieu, le jugement arbitral est nul, aux termes du § 3 de l'art. 1028 qui la prononce : « s'il n'a été « rendu que par quelques arbitres non autorisés à « juger en l'absence des autres¹ ».

On verra plus loin qu'il en est autrement pour la signature de la sentence et que la signature de la majorité suffit.

De ce principe que la participation de tous les arbitres aux délibérations est une formalité substan-

1. V. Civ. cass., 2 septembre 1811. D. v^o Arbitrage, n^o 1078, note 2; Paris, 9 mai 1833. S. 1834. 2. 201.

tielle, il faut conclure : 1° que la signature de la sentence par un arbitre qui n'aurait pas délibéré n'empêcherait pas la nullité de cette décision¹.

2° Que les parties ne peuvent dispenser les arbitres d'observer cette règle, et que si un compromis autorise deux arbitres à prononcer un jugement en l'absence d'un troisième, cette clause vise exclusivement la prononciation de la sentence, et non la délibération en commun qui reste obligatoire².

La délibération terminée, la sentence doit être votée à la majorité des voix. Chaque arbitre dispose d'une voix, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où un tribunal arbitral est composé de plusieurs arbitres nommés par différentes parties ayant un intérêt commun, et celui où il est composé de plusieurs arbitres nommés par différentes parties ayant un intérêt distinct et séparé. Car les arbitres ont pour mission de rendre justice et non pas de défendre les intérêts de ceux qui les ont nommés³.

La sentence délibérée et votée doit être rédigée. Pour cette rédaction, comme pour celle des jugements,

1. Agen, 20 décembre 1854. S. 55. 2. 204.

2. Colmar, 7 mars 1849. *Journ. d. Pal.*, 1850. 2. 141.

3. Civ. rej., 23 novembre 1824. [D. v° cit., n° 1083, note 2; Toulouse, 9 août 1833 et 1^{er} mars 1834. D. eod. loc.; Lyon, 21 mars 1838. S. 39. 2. 39; Chauveau s. Carré. *Lois de la procédure*, t. 6, q. 3345 bis.

l'art. 141 C. proc. civ. doit être, en principe, suivi, c'est-à-dire que mention doit être faite des noms et qualités des parties, de leurs conclusions, des points de fait et de droit, des motifs et du dispositif de la sentence. Mais ce serait aller au delà du vœu de la loi que d'exiger l'accomplissement de toutes ces formalités avec autant de rigueur pour les sentences arbitrales que pour les jugements ordinaires. Car les arbitres, simples particuliers, sont le plus souvent ignorants des détails de la procédure prescrite aux juges institués par la loi, et leur imposer l'observation minutieuse des formes pratiquées par ces derniers, ce serait, en définitive, nuire aux parties et les priver, par la nullité de la sentence, des bénéfices de la juridiction arbitrale.

Aussi la jurisprudence n'a-t-elle pas hésité à tempérer, en cette matière, les prescriptions de la loi. Elle le fait : 1° pour ce qui est relatif aux conclusions des parties. La Chambre des requêtes a, en effet, jugé, le 29 mars 1832 (Dal. v° *cit.*, n° 1154, note 3, 5° espèce), que, lorsque « la décision arbitrale porte que les conclusions des parties ont été annexées à la minute de » ladite décision, cette annexe a rempli le vœu de « l'art. 141, » et la Cour de Colmar a dit de même, le 4 avril 1841 (Dal. v° *Arbit.*, n° 1306, note 1), qu'une sentence motivée est valable malgré l'absence des

conclusions, alors surtout que les faits y sont suffisamment exposés. 2° La cour suprême atténue aussi l'obligation de motiver la sentence. Elle a, notamment, décidé qu'une sentence qui déclare la demande non recevable sur quelques chefs et mal fondée sur d'autres, doit être considérée comme suffisamment motivée au fond, lorsqu'après l'admission des fins de non-recevoir, les juges énoncent qu'ils ont cru devoir, au fond, examiner chaque point de la contestation. 3° En ce qui touche le dispositif, l'art. 141 Cod. proc. civ. est aussi bien moins rigoureusement appliqué aux sentences arbitrales qu'aux jugements ordinaires. Ainsi la Cour de Colmar a jugé, le 24 juillet 1810, qu'il n'est pas nécessaire qu'une sentence contienne une condamnation expresse (D. v° *Arbit.*, n° 1055, note 2), et la Cour de Bordeaux, qu'une sentence peut se borner à adjuger les conclusions du demandeur et à repousser celles du défendeur (30 décembre 1841, *eod. loc.*). 4° Notons, enfin, bien que le contraire soit exigé pour les jugements, qu'une sentence arbitrale rendue en France peut être rédigée en langue étrangère pourvu que le dépôt de la décision au greffe soit accompagné d'une traduction française¹.

Ces principes généraux sur la rédaction des sen-

1. Req., 1^{er} mars 1830. S. 1830. 1. 83.

tences posés, examinons plus spécialement quelques-unes des formalités requises.

DATE DE LA SENTENCE

Dater la sentence, c'est mentionner le jour où elle a été rendue. La loi n'exige pas expressément la date ; mais la disposition finale du § 1 de l'art. 1020 suppose l'accomplissement de cette formalité, puisqu'il porte que la sentence doit « être déposée, dans les trois « jours, par l'un des arbitres, au greffe du tribunal ». Notons immédiatement que les sentences arbitrales peuvent être valablement rendues un jour férié. La Cour suprême l'a décidé, en matière d'arbitrage forcé, et la même solution ne peut faire doute pour l'arbitrage volontaire¹.

De ce qu'aucun texte n'impose la mention de la date, il faut conclure que son omission ne serait pas une cause de nullité de la sentence. Ce qui est essentiel, en effet, c'est que le compromis ait date certaine et que les arbitres statuent avant son expiration. Mais la preuve de ce fait peut résulter de l'enregistrement de la sentence, ou de son dépôt au greffe, ou du décès de l'un des arbitres qui l'ont signé².

1. Req., 21 novembre 1827. S. 1828. 1. 194.

2. Carré et Chauv., *op. cit.*, t. 6, q. 3339; Bioche, *Dict. de proc.*,

La date comprend généralement, outre la mention du jour, celle du lieu où elle a été rendue, mais cette deuxième mention n'est, pas plus que la première, une formalité substantielle¹.

SIGNATURE DE LA SENTENCE PAR LES ARBITRES

L'art. 1016 § 2 exige expressément l'accomplissement de cette formalité : « Le jugement, porte-t-il, « sera signé par chacun des arbitres ; et dans le cas « où il y aurait plus de deux arbitres, si la minorité « refusait de le signer, les autres arbitres en feraient « mention, et le jugement aura le même effet que s'il « avait été signé par chacun des arbitres. » La signature est, en principe, requise dans tous les cas : 1^o quelle que soit la qualité de l'arbitre, par exemple, si l'arbitre constitué est un avocat (Req., 2 mai 1853, S. 53. 1. 501) ; 2^o quelle que soit la nature de la sentence, par exemple, même s'il s'agit d'une décision préparatoire (Req., 10 vendém. an XIV. D. v^o *Arbit.*, n^o 1094, note 2). Mais sur ce point encore, la loi, et,

v^o *Arbit.*, n^o 481 ; Rub. de Couder, *Dict. de droit commerc.*, v^o *Arbit.*, n^o 236 ; Rouss. et Laisney, *Dict. théorique et pratique de procédure*, v^o *Arbit.*, n^o 344.

1. Req., 5 février 1895. S. 96. 1. 24 ; Douai, 12 janvier 1820. D. v^o *Arbit.*, n^o 1176, note 1 ; Nancy, 28 mai 1833. D. v^o *cit.*, n^o 1147, note 2.

après elle, la doctrine et la jurisprudence, ont apporté de légitimes atténuations à la règle obligatoire de la signature : 1° C'est ainsi que la sentence serait valable, si l'un des arbitres ne savait pas, par défaut d'instruction, ou ne pouvait pas, par suite d'une infirmité, y apposer sa signature; mais il faut, bien entendu, que la majorité des arbitres puisse signer¹.

2° L'art. 1016, lui-même, comme on vient de le voir, déclare la sentence valable dans le cas où il y a plusieurs arbitres et où la minorité refuse de la signer, à condition toutefois que constatation de ce refus soit faite, ou dans la sentence elle-même, ou dans les procès-verbaux des séances tenues par les arbitres, et que la sentence soit signée par la majorité². Toutefois, il faut qu'il s'agisse réellement d'un refus de signature et non d'un défaut de délibération, sans quoi, il n'y aurait plus lieu à l'application de l'art. 1016, mais à celle de l'art. 1028, et par suite, à la nullité de la sentence³.

3° Nous venons de supposer le cas où la minorité des arbitres refuse de signer. Qu'arriverait-il si le

1. Req., 5 juillet 1832. S. 1833. 1. 322; Grenoble, 21 mai 1832. S. 33. 2. 169; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3328; Bourbeau, contin. de Boncenne, *Théorie de la proc. civ.*, t. 6, p. 625.

2. Civ. rej., 6 juillet 1840. S. 40. 1. 882; Lyon, 2 mai 1844. S. 45. 2. 88. 2^e espèce; Chauv. s. Carré, *op. cit.*, t. 6, q. 3328 bis.

3. Req., 4 mai 1809. D. v^o cit., n^o 1092, note 3.

refus était le fait de la moitié des arbitres? Il faut distinguer suivant les causes du refus : s'il est le résultat d'un défaut d'entente entre les arbitres, il y a partage et il faut nommer un tiers arbitre. S'il s'agit d'un refus de poursuivre l'arbitrage, il se produit ce qu'en cette matière la loi appelle un *déport*; les arbitres doivent être remplacés et peuvent même être condamnés à des dommages-intérêts. Mais si l'on ne sait à laquelle de ces deux causes est dû le refus des arbitres, force est de les assigner devant le tribunal pour qu'ils donnent les motifs de leur refus, et selon qu'il s'agit d'un défaut d'entente ou d'un déport, il y a lieu à la nomination d'un tiers arbitre ou au remplacement des arbitres¹.

PRONONCIATION DE LA SENTENCE

Les lois romaines exigeaient que la sentence fût prononcée en présence des parties; cette nécessité est visée dans plusieurs textes du Digeste (Dig. loi 27, § 5, liv. 4, tit. 8 *de receptis et qui arbitrium*, lois 47 et 49 *ibid.*).

Nos anciens auteurs, et notamment Pothier, avaient suivi le droit romain sur ce point. (V. Poth. *Traité de*

1. Carré et Chauv., t. 6, q. 3329; Rub. de Couder, *op.*, et v^o *cit.*, n^o 241.

la proc. civile, 2^e partie, chap. 4, art. 2.) Aujourd'hui on décide, en général, que la prononciation de la sentence n'est pas imposée aux arbitres. Cela va de soi quand ils en ont été dispensés¹. Il en doit être de même quand cette dispense n'existe pas. Si la règle contraire régit les jugements ordinaires, c'est que, pour eux, la loi pose le principe de la publicité des audiences (art. 80 etc., C. proc. civ.). Mais cette publicité n'est pas requise pour les sentences arbitrales et il en résulte que leur prononciation en présence des parties n'est pas obligatoire. Dans l'usage, les arbitres se contentent de déposer la sentence au greffe et de prévenir les parties de ce dépôt².

Il y a cependant des arrêts en sens contraire (V. not. Paris, 9 mai 1833. S. 34. 2. 201; Agen, 20 décembre 1854. S. 55. 2. 204).

1. V. Civ. rej., 7 mai 1873. S. 73. 4. 339.

2. Carré et Chauv., t. 6, q. 3338; Rub. de Couder, v^o *cit.*, n^o 226; Rouss. et Laisney, v^o *cit.*, n^o 290; Paris, 12 juin 1806. D. v^o *Arbit.*, n^o 4059, note 1; Colmar, 12 février 1838. *Recueil des arrêts de Colmar*, t. 34, p. 330.

CHAPITRE II

DES SENTENCES RENDUES EN CAS D'ADJONCTION D'UN TIERS ARBITRE

Nous nous sommes jusqu'alors exclusivement occupé de l'hypothèse où une majorité a été obtenue, et où, dès lors, la sentence a pu être rendue par les arbitres eux-mêmes. Mais il peut se faire que la délibération et le vote n'aboutissent pas à la formation d'une majorité. Il peut arriver que les arbitres nommés en nombre pair se divisent en opinions contradictoires dont aucune ne rallie un nombre de voix suffisant. Une déclaration de partage devient alors nécessaire et un arbitre nouveau, nommé tiers arbitre, doit être désigné, pour que le partage cesse, qu'une majorité soit obtenue et la sentence prononcée. C'est de cette seconde hypothèse que nous allons maintenant parler.

PREMIÈRE SECTION

**Conditions requises pour qu'un tiers arbitre
soit nommé.**

Deux conditions sont exigées pour qu'un tiers arbitre puisse être nommé. Il faut : 1° que cette nomination soit autorisée par les parties ; 2° qu'il y ait partage.

La première condition exigera peu d'explications :

§ 1. — FACULTÉ DE NOMMER UN TIERS ARBITRE.

La désignation d'un tiers arbitre n'est possible que si les parties l'ont stipulé ; si le compromis est muet sur ce point, le partage met fin à cette convention. Mais il va de soi que les parties peuvent conclure un compromis nouveau ayant pour objet la nomination d'un tiers arbitre. Ce second compromis devrait alors satisfaire aux exigences de l'art. 1005 C. proc. civ. Il ne faut pas confondre avec cette hypothèse d'un compromis nouveau celle où la faculté de nommer un tiers arbitre a été stipulée par le compromis lui-même, mais sans que la désignation du tiers soit faite par cet acte. Cette désignation postérieure au compromis n'est que l'exécution et le complément de celui-ci et non un nouveau compromis.

Nous ne parlerons pas des divers modes de nomina-

tion du tiers arbitre, ce sujet rentrant dans une étude générale de l'arbitrage. Disons seulement qu'en principe, cette nomination appartient aux parties; mais que le droit de la faire peut être conféré aux arbitres ou à des tiers, au président du tribunal ou à un tribunal entier.

§ 2. — CAS DANS LESQUELS IL Y A PARTAGE.

La condition essentielle pour qu'il y ait lieu de désigner un tiers arbitre, c'est que les arbitres soient partagés et que cet état de partage soit, par eux, déclaré dans un acte spécial. Mais quand cet état existe-t-il? Quels en sont les éléments constitutifs? C'est la première question à résoudre. Elle donne naissance à deux difficultés principales :

I. — Le partage se produit par cela seul qu'aucune opinion n'a obtenu la majorité absolue. Mais, dans l'hypothèse où il se forme plus de deux opinions, les arbitres ne doivent-ils pas, avant de déclarer le partage, se conformer à l'art. 117 C. pr. civ.? D'après ce texte, s'il se forme plus de deux opinions, les juges plus faibles en nombre sont tenus de se réunir à l'une des deux opinions émises par le plus grand nombre, toutefois après que les voix ont été recueillies une

seconde fois. En doit-il être de même en matière arbitrale?

La question a été résolue de deux façons différentes :

1° Un premier système prétend que l'art. 117 doit rester étranger à la procédure de l'arbitrage. Cette disposition, dit-on, n'est qu'une mesure de discipline pour les tribunaux ordinaires et n'est nullement relative aux formes et délais de la procédure; dès lors, il n'est pas visé par l'art. 1009 qui impose aux parties et aux arbitres de suivre, dans la procédure, sauf convention contraire, les formes et délais établis pour les tribunaux. D'après ce système, quand il se forme plus de deux opinions dont aucune n'a la majorité, le compromis prend fin, sans que les parties aient contre les arbitres une action en dommages-intérêts, puisqu'elles-mêmes sont responsables de n'avoir pas choisi un nombre suffisant de juges¹.

2° Nous nous rallions au second système, partisan de l'extension de l'art. 117 à l'arbitrage. Il se justifie, en effet, par les deux raisons suivantes : d'une part, c'est que l'art. 1009 prescrit pour la juridiction arbitrale l'observation des textes réglementant les formes et délais imposés aux tribunaux ordinaires; or,

1. Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3345; Rub. de Couder, *loc. cit.*, n° 245; Rouss. et Laisney, *v° Arbit.*, n° 6.

l'art. 117 est bien une disposition de cette nature. D'autre part, la déclaration de partage a pour résultat d'augmenter la lenteur et les frais de la procédure, ce qui est contraire au but même et au caractère de l'arbitrage; il ne faut donc y avoir recours qu'après avoir épuisé tous les moyens de l'éviter : à ce titre l'art. 117 doit être appliqué en notre matière¹.

II. — Y a-t-il partage quand, de deux arbitres, l'un émet un avis, et l'autre se borne à déclarer que son opinion n'est pas formée, qu'il n'a pris que des notes insuffisantes, ou qu'il ne peut statuer dans l'état des choses et jusqu'à plus ample informé? Un premier système, consacré par plusieurs décisions judiciaires, prétend qu'en ce cas un tiers arbitre ne peut être nommé, puisqu'une seule opinion a été émise et qu'aux termes de l'art. 1018, *in fine*, il doit se conformer à *l'un des avis* exprimés par les arbitres².

Malgré cette raison, nous adhérons au second système et nous estimons que, dans les espèces indiquées ou dans les cas analogues, il y a véritablement partage. L'art. 1018 peut, en effet, être appliqué. On a dit très bien que l'abstention de l'un des

1. Carré, t. 6, q. 3343; Boitard, *Leçons de proc. civ.*, t. 2, n° 1196; Rub. de Couder, v° *Arbit.* (tiers), n° 6.

2. Bourges, 21 novembre 1837. S. 38. 2. 202; Toulouse, 5 mars 1829. S. 30. 2. 167; Poitiers, 13 mai 1818. S. 18. 2. 201.

arbitres est moins un refus que l'expression même d'un avis. Dès lors, le tiers peut se rallier, soit à l'un, soit à l'autre des arbitres et une majorité est constituée¹.

Après avoir tranché ces questions qui prêtent à discussion, indiquons divers points qui ne sont pas contestés : 1° Il y a partage, lorsque la contestation portant sur plusieurs chefs, le désaccord des arbitres a lieu sur l'un d'entre eux auquel sont subordonnés tous les autres². 2° Lorsque le litige comprend plusieurs chefs complètement distincts, le partage peut exister sur l'un ou quelques-uns d'eux. Et, dans ce cas, la Cour de Paris a sainement jugé, le 27 janvier 1836 (S. 36. 2. 145), que les arbitres ne sont pas tenus d'attendre la décision du tiers arbitre pour juger définitivement les chefs sur lesquels ils sont d'accord, et que leur sentence peut être, dès lors, régulièrement déposée et revêtue de l'ordonnance d'exequatur. 3° Il n'y aurait pas partage, bien que la majorité fût composée de plusieurs arbitres représentant un intérêt commun; nous avons dit, en effet, que, même en ce cas, chaque arbitre dispose d'une voix, à moins de conventions contraires des parties³.

1. Civ. rej., 23 mai 1837. S. 37. 1. 377; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3345 *ter*; Rouss. et Laisney, v° *Arbit.* (tiers), n° 26.

2. Sol. impl. Req., 10 février 1835. S. 35. 1. 889.

3. Civ. rej., 23 novembre 1824. S. 25. 1. 170; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3345 *bis*.

Cela dit sur les principaux cas dans lesquels il y a partage, parlons maintenant de la nature de l'acte déclarant le partage, de sa signification et de son mode de constatation.

1° La décision qui déclare le partage n'est pas une sentence arbitrale; elle laisse, en effet, en suspens, les droits des parties, et de là, la Cour suprême a justement conclu qu'elle n'a pas besoin d'être revêtue de l'ordonnance d'exequatur (Civ. rej., 23 mai 1837. S. 37. 1. 377).

2° Cet arrêt décide également qu'il n'est pas nécessaire que cette décision soit notifiée aux parties. Mais cette doctrine ne peut être posée comme règle générale. Le principe est, au contraire, que tout jugement doit être notifié aux parties sur les intérêts desquelles il statue. De plus, une telle notification est certainement nécessaire lorsque les parties doivent nommer le tiers arbitre. « Il n'existe
« donc, dit Chauveau s. Carré, t. 6, q. 3345 *quater*,
« de difficulté que dans l'hypothèse où les arbitres ont été investis de ce pouvoir. Mais alors
« les compromettants ne sont-ils pas intéressés à
« connaître celui qui, en définitive, doit être leur
« juge, pour le récuser, s'il y a lieu, ou critiquer
« sa nomination, ainsi que le procès-verbal des
« arbitres qui serait dépourvu des formalités lé-

« gales? » La justesse de ces observations est incontestable.

3° D'après l'art. 1017 *in fine*, C. proc. civ., les arbitres divisés sont tenus de rédiger leur avis distinct et motivé, soit dans le même procès-verbal, soit dans des procès-verbaux séparés. Les termes de cette disposition paraissent impératifs, et cependant la doctrine presque unanime et la jurisprudence s'accordent à bon droit pour décider que la rédaction de ces procès-verbaux n'est pas prescrite à peine de nullité de la sentence du tiers arbitre. Il est, en effet, de principe, que les nullités doivent être prononcées par un texte (art. 1030 C. proc. civ.); or, aucun texte n'édicte une semblable nullité. De plus, comme le disent très bien Rousseau et Laisney, v° *Arbit.* (tiers), n° 10, « le caractère impératif de l'art. 1017 porte, « non sur la nécessité du procès-verbal, mais sur « l'obligation de constater les avis différents dans « une forme suffisante pour que le tiers arbitre soit « mis à même de choisir entre les opinions émises « celle qui lui paraît le plus juste¹ ».

Cette opinion est surtout indiscutable, lorsque les

¹ 1. Req., 30 juillet 1850. S. 50. 1. 719; Req., 30 décembre 1834. S. 35. 1. 542; Rennes, 12 août 1845. *Journ. d. Pal.* 1845. 2. 510. Paris, 20 juin 1849. *Journ. d. Pal.* 1850. 1. 628; Carré et Chauv., t. 6, q. 3352; Rodière, t. 2, p. 516; Bioche, *Dict. de proc.*, v° *Arbit.*, n° 352; Rub. de Couder, v° *Arbit.* (tiers), n° 9.

arbitres, nommés amiables compositeurs, sont dispensés des formes de la procédure¹.

Il y a cependant un cas où le défaut de rédaction des procès-verbaux serait une cause de nullité de la sentence du tiers arbitre, c'est quand ce dernier n'aurait pas d'autre moyen d'obtenir une connaissance suffisamment certaine et complète de l'avis des arbitres². Mais cette nullité peut être couverte par la renonciation des parties ; et l'on devrait considérer comme suffisante une renonciation tacite, telle que la continuation de l'instance devant le tiers arbitre, ou la nomination d'un tiers arbitre avec prorogation des délais du compromis³.

DEUXIÈME SECTION

Procédure suivie quand un tiers arbitre à été nommé.

Cette matière fait l'objet de l'art. 4018 C. proc. civ. qui est ainsi conçu : « Le tiers arbitre sera tenu de
« juger dans le mois du jour de son acceptation, à

1. Pau, 12 mars 1859. S. 59. 2. 413 ; Nîmes, 20 mars 1839. S. 39. 2. 250 ; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3352.

2. Req., 6 décembre 1886. S. 87. 1. 116.

3. Req., 31 décembre 1851. *Journ. d. Pal.* 1852. 1. 161 ; Bordeaux, 9 mars 1830. S. 1830. 2. 372 ; Pau, 24 avril 1823. D. v^o *Arbit.*, n^o 785, note 3.

« moins que ce délai n'ait été prolongé par l'acte de
 « la nomination : il ne pourra prononcer qu'après
 « avoir conféré avec les arbitres divisés, qui seront
 « sommés de se réunir à cet effet. Si tous les arbitres
 « ne se réunissent pas, le tiers arbitre prononcera
 « seul; et néanmoins il sera tenu de se conformer à
 « l'un des avis des autres arbitres. » Il résulte de ce
 texte que la première formalité que doit remplir le
 tiers arbitre, est une sommation donnée aux arbitres
 de se réunir à lui. Et alors, deux cas se présentent : ou
 les arbitres se rendent à cette sommation, se réunissent
 au tiers départiteur et confèrent avec lui; ou, au con-
 traire, cette réunion et cette conférence n'ont pas
 lieu; mais nous verrons que dans l'un et dans l'autre
 cas, une sentence définitive est prononcée.

De là une division de cette section en quatre paragraphes :

§ 1. — *Sommation adressée aux arbitres.*

§ 2. — *Conférence entre les arbitres et le tiers arbitre.*

§ 3. — *Défaut de conférence.*

§ 4. — *Sentence rendue par le tiers arbitre.*

§ 1. — SOMMATION.

La sommation donnée aux arbitres est une formalité substantielle ; et si elle n'était pas accomplie, la sentence du tiers arbitre serait nulle¹.

Chauveau sur Carré (t. 6, q. 3346 *bis*) donne très exactement les motifs de cette règle, quand il dit que la sommation a pour objet de constater que les arbitres divisés ont été mis en demeure de présenter leurs observations au tiers arbitre. Et il ajoute qu'elle ne peut être remplacée indifféremment par tout autre fait extrajudiciaire. Il approuve cependant et avec raison la décision donnée par la Cour de Nîmes, le 20 mars 1839 (S. 39. 2. 250), disant que le vœu de la loi a été rempli quand il est certifié par la sentence, et non contesté, que la conférence des arbitres et du tiers départiteur a eu lieu.

Si l'art. 1028 édicte l'obligation de la sommation, il ne détermine pas le délai dans lequel elle doit être faite. On peut néanmoins poser deux règles incontestables : la première, c'est que ce délai doit être au moins d'un jour franc, et qu'il doit être augmenté suivant la distance qui sépare le domicile du tiers départiteur de celui des arbitres² (art. 1033 C. proc. civ.).

1. Req., 4 avril 1838. *Journ. d. Pal.* 1840. 1. 321.

2. Req., 4 avril 1838 précité ; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3346 *bis*.

La deuxième, c'est que ce délai ne peut excéder le mois dans lequel doit statuer le tiers arbitre, aux termes de l'art. 1018, que dans le cas où il a été prolongé dans l'acte même de nomination de ce dernier. La loi n'indique pas non plus le lieu dans lequel les arbitres doivent se réunir au tiers départiteur, tant il est évident que le choix en appartient à celui-ci.

Mais le tiers arbitre, n'a pas le droit de sommer chacun des arbitres de se réunir à lui successivement et séparément. L'art. 1018 porte, en effet, que le tiers « ne pourra prononcer *qu'après avoir conféré avec les arbitres divisés* », ce qui semble bien impliquer la simultanéité de réunion, à peine de nullité de la sentence¹.

Cette opinion est toutefois combattue par Chauveau s. Carré, t. 6, q. 3348. D'après ce savant auteur, une réunion générale n'est utile que parce qu'il peut, de ce concours, résulter des lumières et des éclaircissements plus profitables, mais cet avantage n'est pas tel que sa privation entraîne la nullité de la sentence. Nous estimons que le sens du terme « conférer », employé par la loi, implique trop nettement l'idée d'une réunion simultanée de tous les arbitres, pour permettre de se ranger à ce dernier avis.

1. Req., 4 avril 1838 précité; Carré, t. 6, q. 3348; Rouss. et Laisney, v^o *Arbit.* (tiers), n^o 62.

A la différence de ce qui est exigé pour les arbitres, la convocation et l'audition des parties ne sont pas nécessaires (Paris, 20 juin 1849, *J. du Pal.* 50. 1. 628).

§ 2. — CONFÉRENCE AVEC LES ARBITRES

On conçoit sans peine quels avantages procurent cette réunion et cette conférence. Une discussion nouvelle s'engage : les moyens des parties sont débattus et appréciés une fois de plus, et les juges sont mis à même de statuer en pleine connaissance de cause. Mais, quelle que puisse être l'utilité de cette discussion et de cette délibération nouvelles, la Cour suprême a décidé qu'elles ne sont pas impérativement exigées par l'art. 1018, et qu'il suffit que les arbitres divisés, après s'être réunis au tiers arbitre, lui donnent lecture de leurs avis distincts et motivés, et qu'ils déclarent s'en référer à ceux-ci¹.

Ce point ne peut prêter à contestation ; il n'en est pas de même de la question de savoir si les arbitres peuvent, dans la conférence, renoncer à leurs opinions, et en émettre une nouvelle. Dans un premier système, le tiers arbitre seul a le droit de statuer, et il doit forcément adopter l'un des avis

1. Civ. cass., 4 décembre 1839. S. 40. 1. 134 ; Rub. de Couder, *vº Arbit.* (tiers), nº 63 ; Rouss. et Laisney, *vº Arbit.* (tiers), nº 36.

exprimés par les arbitres. Le partage, dit-on, a mis fin aux pouvoirs de ces derniers; la conférence ne leur en crée pas de nouveaux, elle a pour simple but d'éclairer le tiers arbitre, devenu le juge unique du litige; c'est ce qui ressort, prétend-on, du texte de l'art. 1018¹.

Mais un deuxième système objecte, à juste titre, que le second alinéa de l'art. 1018 n'impose au tiers arbitre de se conformer à l'avis de l'un des arbitres divisés que s'il n'y a pas réunion entre eux. On conçoit, en effet, que dans cette hypothèse, il en soit ainsi. Mais, s'il y a réunion et conférence, s'il y a discussion et délibération nouvelles, si le tiers arbitre démontre aux arbitres leur erreur, ne serait-il pas contraire au bon sens d'exiger le maintien de cette erreur et d'ordonner au tiers départiteur de l'adopter? Concluons donc que les arbitres peuvent modifier leur avis primitif, et participer avec le tiers départiteur à la prononciation de la sentence définitive².

Mais la question suivante se pose : pour user de ce

1. Paris, 16 août. D. v° *Arbit.*, n° 768, note 1; Grenoble, 12 août 1826. D. *cod. v°*, n° 703 (note); Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3346; Bourbeau, *op. cit.*, t. 6, p. 642; Boitard, t. 2, n° 1197.

2. Paris, 21 avril 1855. S. 55. 2. 562; Paris, 20 juin 1849. D. 51. 2. 162; Grenoble, 1^{er} juin 1831. S. 33. 2. 212; Grenoble, 31 juillet 1830. D. v° *Arbit.*, n° 849, note 1^{re}, 2^e espèce; Lyon, 4 juillet 1828. D. v° *Arbit.*, n° 1328, note 2, 2^e espèce; Carré, t. 6, q. 3346; Colmet Daage s. Boitard, t. 2, n° 1197, p. 689, note 1; Rodière, t. 2. p. 517;

droit de modification, l'unanimité des arbitres est-elle requise ou la simple majorité suffit-elle ?

Nous citerons, en faveur de la première solution : Req. 29 mars 1827. S. 27. 1. 430 ; Paris, 2 déc. 1829. S. 30. 2. 116 ; Ruben de Couder, *v° Arbit.* (tiers), n° 60.

Et, comme consacrant la seconde : Req. 26 février 1879. S. 80. 1. 368 ; Caen, 24 décembre 1846. *J. du Pal.* 47. 1. 284.

Cette deuxième solution nous paraît la plus conforme aux principes ; il est de règle, en effet, que toute décision est valable quand elle a obtenu la majorité des suffrages ; pourquoi en serait-il autrement en matière de sentences arbitrales ?

A côté du cas où les arbitres réunis au tiers départiteur, et conférant avec lui, usent de ce droit de modifier leur opinion première, il faut prévoir celui où ils n'en usent pas, et où ils persistent dans leur avis. Il est logique d'assimiler cette hypothèse à celle où les arbitres refusent de se réunir au tiers arbitre, et d'attribuer à ce dernier le droit de statuer seul, mais à condition d'adopter, sans modification, l'un des avis exprimés par les arbitres, comme nous le verrons dans le paragraphe suivant¹ :

Bioche, *v° Arbit.*, n° 383 ; Rub. de Couder, *v° Arbit.* (tiers), n° 59 ; Rouss. et Laisney, *v° Arbit.* (tiers), n° 63.

1. Req., 26 mai 1829. S. 29. 1. 227 ; Pau, 12 mars 1839. S. 39. 2. 413.

§ 3. — DÉFAUT DE CONFÉRENCE.

Ce second cas est régi par le deuxième alinéa de l'art. 1018, ainsi conçu : « Si tous les arbitres ne se réunissent pas, le tiers arbitre prononcera seul; et, « néanmoins, il sera tenu de se conformer à l'un des « avis des autres arbitres. »

Deux règles se dégagent de ce texte : la première, c'est, qu'à défaut de conférence, le tiers arbitre a le pouvoir de juger seul. La deuxième, c'est qu'il ne peut statuer seul qu'en se conformant à l'un des avis exprimés par les arbitres.

Examinons d'abord la première. En principe, disons-nous, le tiers arbitre peut statuer seul, malgré l'absence des arbitres; car il est évident que, tant que dure le compromis, ceux-ci ne peuvent, par leur négligence ou leur mauvais vouloir, en empêcher l'exécution. Mais ce principe reçoit deux exceptions : L'une nous est déjà connue; elle concerne le cas où le tiers arbitre n'a aucun moyen de connaître les avis des arbitres; alors, par la force des choses, il ne peut se conformer à l'art. 1018. L'autre est celle où, depuis la déclaration de partage, l'un des arbitres est décédé ou s'est déporté. Car si la conférence n'est pas obligatoire, il faut, tout au moins, qu'elle

puisse avoir lieu. Cette impossibilité pour le tiers arbitre de juger seul, est-elle définitive ou seulement temporaire? Rodière (t. 2, p. 517) va jusqu'à dire que, dans les cas prévus, le compromis prend fin, parce que la présence de l'arbitre décédé ou déporté a pu être, pour quelqu'une des parties, le motif déterminant du compromis, et que cet arbitre a pu ne pas consigner tous ses motifs dans le procès-verbal de discord, dans l'espoir de conférer avec le tiers arbitre. Cette opinion rigoureuse ne devrait être suivie que s'il était démontré que la désignation de l'arbitre avait été faite *intuitu personæ*, sans possibilité de remplacement. Mais, dans la plupart des cas, il n'en sera pas ainsi : l'arbitre décédé ou déporté pourra être remplacé, et le tiers arbitre devra surseoir à statuer jusqu'à ce que le litige ait été porté de nouveau devant le tribunal arbitral complété, et qu'un second partage se soit produit¹.

Chauveau s. Carré, t. 6, q. 3342, n'admet même pas ce sursis et enseigne que le tiers arbitre se trouve investi du droit de juger, sans qu'il puisse en être dépouillé par aucun fait provenant des autres arbitres. Il n'y aurait, selon lui, d'exception que pour le cas où le tiers départiteur ne pourrait pas avoir con-

1. Rub. de Couder, v^o *Arbit.* (tiers), n^o 13; Rouss. et Laisney, v^o *Arbit.* (tiers), n^o 23.

naissance des avis des autres arbitres. Mais cet auteur ne peut soutenir cette doctrine, qu'en admettant que le partage met fin à la mission des arbitres, et que ceux-ci ne peuvent, dans les conférences, modifier leurs avis. Avec la doctrine contraire qui est la nôtre, il est logique de n'admettre le tiers arbitre à statuer seul, qu'après une nouvelle délibération du tribunal arbitral et un nouveau partage.

Passons maintenant à la seconde règle formulée par l'art. 1018, § 2. Le tiers arbitre, avons-nous dit, doit se conformer à l'un des avis exprimés par les arbitres. S'il ne le faisait pas, il commettrait un excès de pouvoir, et sa décision tomberait sous le coup de l'action en nullité de l'art. 1028 C. proc. civ.¹ Mais pourrait seule se prévaloir de cette nullité la partie à laquelle la sentence illégalement rendue ferait grief².

Le tiers arbitre ne peut être dispensé de l'obligation de se conformer à l'avis de l'un des arbitres, même en cas d'amiable composition. Cette dispense permettrait de rendre un jugement sans qu'une majorité fût obtenue ; or, la constitution d'une majorité

1. Lyon, 1^{er} juillet 1881. S. 84. 2. 46; Carré et Chauv., t. 6, q. 3388; Bioche, v^o *cit.*, n^o 569.

2. Req., 29 mars 1827. S. 27. 1. 430; Req., 11 février 1824. S. 25. 1. 209.

est une condition essentielle de l'existence même de toute décision ; ce n'est pas une simple règle de procédure¹.

Le point de savoir quand il y a modification illégale de l'avis adopté est une question de fait à résoudre dans chaque espèce. Nous citerons seulement quelques-unes des applications qui ont été faites, et des conséquences que l'on doit tirer de la règle de l'art. 1018, § 2.

Ainsi, il y aurait violation de cet article, si le tiers arbitre statuait, en l'absence de tous les arbitres ou de quelques-uns d'entre eux, sur des conclusions nouvelles prises devant lui².

Au contraire, il n'y aurait pas modification illégale : 1° lorsque le litige comprenant plusieurs chefs distincts, le tiers départiteur aurait adopté sur l'un ou plusieurs d'entre eux l'avis d'un arbitre, et sur les autres, l'avis d'un autre arbitre : « Peu importe, dit « fort bien Ruben de Couder, v° *Arbit.* (tiers), n° 75, « que l'ensemble de la sentence diffère des deux avis « précédemment émis, pourvu que dans ses détails, « elle soit toujours conforme à l'avis de l'un des « arbitres. La seule chose qui soit interdite au tiers

1. Limoges, 4 décembre 1865. S. 66. 2. 78 ; Chauv. suppl., q. 3347, p. 862.

2. Req., 17 novembre 1836. *Journ. d. Pal.* 37. 1. 19.

« arbitre, c'est d'ouvrir un troisième avis qui, par son
 « isolement des deux autres, tromperait le but de
 « l'arbitrage, en empêchant d'obtenir une majorité de
 « voix, sans laquelle il ne saurait y avoir de juge-
 « ment arbitral¹. » 2° lorsque le tiers départiteur
 rectifie les erreurs de fait et de calcul contenues
 dans l'avis auquel il se range (Req., 28 janvier 1835,
 S. 35. 1. 533); 3° lorsqu'il corrige les conséquences
 fausses tirées par l'arbitre dont il adopte l'avis d'un
 principe exact posé par cet arbitre (Civ. cass.,
 1^{er} août 1825. S. 25. 1. 418.); 4° quand le tiers, en
 adoptant l'avis d'un arbitre, le motive d'une façon
 différente. (Paris, 19 novembre 1817. S. 18. 2. 169.)

§ 4. — SENTENCE RENDUE PAR LE TIERS ARBITRE

I. — Parlons d'abord du délai dans lequel le tiers arbitre doit statuer. L'art. 1018 porte : « qu'il sera
 « tenu de juger dans le mois du jour de son accepta-
 « tion, à moins que ce délai n'ait été prolongé par
 « l'acte de la nomination ». L'acceptation du tiers
 arbitre, point de départ du délai d'un mois, peut être
 expresse ou tacite : elle peut, par exemple, résulter

1. Req., 3 juillet 1834. S. 34. 1. 568; Req., 17 novembre 1830. S. 31. 1. 146; Req., 11 février 1824. S. 25. 1. 209; Carré et Chauv., t. 6, q. 3347; Boitard, t. 2, n° 1197, *in fine*; Rodière, t. 2, p. 517; Bioche, n° 399 et 400; Rouss. et Laisney, v° *Arbit.* (tiers), n° 65.

de l'accomplissement d'un acte d'instruction, telle qu'une descente sur les lieux.

Bien que l'art. 1018 n'apporte aucune exception à cette règle, que le délai commence au jour de l'acceptation du tiers, il faut cependant décider que si cette acceptation est antérieure au partage, si, par exemple, elle a été donnée dans le compromis lui-même, le délai pour statuer ne prend naissance que le jour où le tiers départiteur a eu connaissance du partage ; sinon, on mettrait presque toujours celui-ci dans l'impossibilité de juger.

Le délai fixé par l'art. 1018 est fatal, comme celui du compromis, et doit être observé à peine de nullité de la sentence¹. On a, sur ce point, proposé une distinction entre le cas où le tiers arbitre statue après l'expiration du délai qui lui est imparti par la loi, mais avant celle des délais du compromis, et le cas où sa décision est tout à la fois postérieure à ces délais et à celui de l'art. 1018. Dans le premier cas, la sentence ne serait pas nulle ; car ni l'art. 1018 ni l'art. 1028 ne prononcent expressément une telle nullité. Elle le serait, au contraire, dans le deuxième, en

1. Agen, 6 décembre 1844. *Jour. d. Pal.* 46. 1. 21 ; Nîmes, 30 janvier 1812. D. *v° Arbitrage*, n° 807, note 1 ; Carré et Chauv., t. 6, q. 3349 ; Bourbeau, t. 6, p. 638 ; Rub. de Couder, *v° Arbit.* (tiers), n° 36 ; Rouss. et Laisney, *v° Arbit.* (tiers), n° 88.

vertu de l'art. 1028, parce que la sentence serait rendue sur compromis expiré. (Bioche, *v° citat.*, n° 376.) Mais la généralité des auteurs repoussent avec raison cette distinction. D'une part, l'art. 1018, conçu en termes généraux et impératifs, ne l'autorise pas. D'autre part, les délais de l'art. 1018 et ceux du compromis lui-même, sont absolument distincts et indépendants l'un de l'autre ; dès lors, on ne doit pas, pour l'application de l'art. 1018, tenir compte des délais du compromis¹.

Bien que l'art. 1018 soit impératif, l'ordre public n'est pas intéressé à sa stricte observation et il résulte de là : 1° que la nullité qui en découle serait couverte par la comparution volontaire des parties devant le tiers arbitre² ; 2° que le délai qu'il fixe peut, en vertu de l'art. 1018 lui-même, être prolongé par les personnes auxquelles appartient le droit de nommer le tiers arbitre³ ; 3° qu'il peut également être diminué par ces mêmes personnes, sans distinction entre les compromettants eux-mêmes et les arbitres ou les juges auxquels aurait été attribuée la faculté de désigner le tiers départiteur.

1. Bourbeau, t. 6, p. 639 ; Rub. de Couder, *v° Arbit.* (tiers), n° 36 ; Rouss. et Laisney, *cod. v°*, n° 88.

2. Req., 17 janvier 1826. S. 26. 1. 381 ; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3349 *bis* ; Rub. de Couder, *v° Arbit.* (tiers), n° 38 ; Rouss. et Laisney, *cod. v°*, n° 91.

3. Toulouse, 22 février 1839. *Journ. d. Pal.* 1839, p. 534.

Nous nous rangeons, sur ce point, à l'avis de Chauveau s. Carré (l. 6, q. 3349, *in fine*), qui dit avec raison qu'on ne voit pas pourquoi il serait interdit aux juges, par exemple, d'abrégier le délai, lorsque l'affaire est de peu d'importance, ou qu'il y a péril en la demeure. Les autres auteurs se prononcent généralement en sens contraire et réservent aux compromettants le droit de diminuer le délai de l'art. 1018 qui est une garantie établie en leur faveur et dont ils peuvent seuls apprécier la nécessité. Au surplus, ajoutent-ils, la loi ne parle que de prolongation ¹.

II. — Etudions maintenant la sentence elle-même rendue par le tiers arbitre.

Quand les arbitres confèrent avec le tiers départiteur, et qu'abandonnant leur première opinion, ils se rangent à l'avis de ce tiers, il va de soi que la sentence rendue par eux, soit à l'unanimité, soit à la majorité, doit satisfaire à toutes les règles que nous avons précédemment exposées dans la première section. Mais il en est de même aussi, lorsqu'à défaut de réunion ou de conférence, ou qu'à raison de la persistance des arbitres dans leur avis primitif, le tiers départiteur est appelé à prononcer seul la sentence. Dans cette hypothèse, le principe est encore que cette décision

1. Rub. de Couder, v^o Arbit. (tiers), n^o 39; Rouss. et Laisney, *eod.* v^o, n^o 92.

doit être conforme aux règles édictées pour les sentences arbitrales en général. Nous ne relèverons donc ici que quelques particularités qui ont donné lieu à d'intéressantes décisions judiciaires.

Nous avons noté, dans la première section, que la jurisprudence a largement atténué, pour les sentences arbitrales, les prescriptions que l'art. 141 C. proc. civ. établit pour les jugements ordinaires, notamment en ce qui concerne les motifs et le dispositif de la sentence. Les sentences rendues par le tiers arbitre bénéficient également de ces atténuations. C'est ainsi, par exemple, que la Cour de Rouen a décidé, le 26 novembre 1828 (D. 30. 2. 67), que le tiers arbitre motive suffisamment son opinion en déclarant se ranger à l'avis de l'un des arbitres, si celui-ci est motivé. Et la Cour de Bordeaux a jugé, le 30 décembre 1841 (*J. du Pal.* 42. 1. 385), que la déclaration par laquelle le tiers arbitre adjuge les conclusions du demandeur et adopte l'opinion contraire au défendeur, constitue un dispositif valable de la sentence par lui rendue.

Les mentions que nous avons déclarées obligatoires pour les sentences prononcées par les arbitres, le sont également, et sous les mêmes sanctions, pour les sentences émanées des tiers arbitres. Elles doivent notamment être datées et signées, mais elles peuvent l'être d'un lieu autre que celui de l'arbitrage, à con-

dition qu'elles soient déposées au greffe du tribunal de ce dernier lieu. (Paris, 2 janvier 1834. S. 34. 2. 302.)

Notons aussi que lorsque les arbitres confèrent avec le tiers départiteur, la signature de celui-ci est suffisante pour la validité de la sentence. (Civ. rej., 23 mai 1837. S. 1837. 1. 377.) Mais la constatation de cette conférence ou, si celle-ci n'a pas lieu, de la sommation adressée aux arbitres, est exigée à peine de nullité, car il est de règle qu'une décision doit fournir elle-même la preuve de l'accomplissement de toutes les formalités requises¹.

TROISIÈME SECTION

De l'amiable composition

Les parties qui soustraient leurs litiges aux juridictions instituées par la loi, ont principalement en vue d'obtenir une solution simple et rapide de ces contestations. L'arbitrage ordinaire, tel qu'il est organisé par la loi, ne répond pas d'une manière suffisante à ce but. En effet, aux termes de l'art. 1009 : « les parties et les arbitres suivront, dans la procé-

1. Civ. rej., 23 mai 1837 précité; Paris, 29 juin 1854. *Journ. des trib. de com.*, t. 3, p. 410; Rub. de Couder, v^o *Arbit.* (tiers), n^{os} 71, 84, 85.

« dure, les délais et les formes établis pour les tribunaux, si les parties n'en sont autrement convenues ». Et l'art. 1019 dispose que : « les arbitres et le tiers arbitre décideront d'après les règles du droit, à moins que le compromis ne leur donne pouvoir de prononcer comme amiables compositeurs ». En outre, les art. 1023 et suivants établissent tout un système de voies de recours contre les sentences arbitrales ; l'une d'elles, créée par l'art. 1028, et nommée opposition à l'ordonnance d'exécution, est même spéciale à notre matière.

Si l'on ajoute que les arbitres, simples particuliers, sont d'habitude peu au courant des formalités de la procédure et des règles strictes du droit, l'on comprend à combien de lenteurs et de causes de nullité sont exposés les jugements arbitraux. Aussi la loi permet-elle de déroger aux principes qu'elle a posés. L'art. 1009 autorise les parties à convenir que les arbitres n'auront point à observer les formalités de la procédure. L'art. 1019 dispense ceux-ci de décider dans certains cas, d'après les règles du droit, et il leur donne alors le nom d'amiables compositeurs. Nous verrons aussi, dans la troisième partie, qu'il est licite de renoncer à plusieurs des voies de recours établies par la loi.

Ces diverses dérogations sont autant de sim-

plications de l'arbitrage ordinaire, et répondent, mieux que les règles prescrites pour ce dernier, au but poursuivi par les parties. En effet, parlant des pouvoirs des amiables compositeurs, l'art. 1019 dispose que : « les arbitres et le tiers arbitre décideront d'après les règles du droit, à moins que le compromis ne leur donne pouvoir de prononcer comme amiables compositeurs ». Les amiables compositeurs sont donc, comme le dit fort bien Boitard, t. 2, n° 1198, « autorisés à consulter plutôt l'équité, la raison naturelle, l'avantage commun des deux parties, que les règles strictes et littérales du droit ». Mais n'est-ce pas leur donner un véritable pouvoir discrétionnaire, et créer un grave danger pour les parties? Cela n'est pas à craindre, et il est à remarquer que, bien que cette clause figure comme exceptionnelle dans le texte du Code de procédure, elle est, pour ainsi dire, la règle générale dans la pratique.

Nous citerons seulement quelques-unes des conséquences tirées par la jurisprudence de l'art. 1019 : 1° La Cour de Lyon, par un arrêt du 28 juin 1881 (D. 82. 2. 190), en a notamment déduit que les amiables compositeurs chargés de faire un partage entre cohéritiers peuvent l'effectuer par attribution au lieu de tirer les lots au sort; 2° la Cour de cassa-

tion a décidé que les amiables compositeurs ne sont pas tenus, pour la liquidation des créances douteuses, de se conformer aux prescriptions des art. 884 et 1872 C. civ. et qu'ils peuvent ordonner les mesures qui leur paraissent de nature à concilier les intérêts respectifs des parties et à faire cesser entre elles toute indivision (Civ. rej., 29 novembre 1837. S. 1838. 1. 255); 3° elle a aussi jugé que les amiables compositeurs chargés de prononcer sur tous les différends qui existent entre les parties, ont la faculté d'ordonner des compensations entre elles, en dehors des cas où la loi autorise ce mode d'extinction (Req., 27 février 1823. D. v° *Arbit.*, n° 1025, note 1); 4° enfin, d'après un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 29 janvier 1827, D. *eod. loc.*, note 3, les amiables compositeurs qui ont pour mission d'effectuer un partage entre des cohéritiers dont plusieurs sont mineurs, ont le droit de le faire par attribution, au lieu de recourir au tirage au sort des lots, et peuvent renvoyer la licitation des immeubles jusqu'à la majorité des mineurs.

L'art. 1019 a donné naissance à la question de savoir si la qualité d'amiables compositeurs vaut, pour les arbitres, dispense tacite de suivre les formes de la procédure, ou si une telle dispense doit être expresse? On pourrait croire que précisément parce

que les amiables compositeurs ne sont pas tenus de se conformer aux principes rigoureux du droit, ils ne doivent pas, sauf convention contraire, s'écarter des formes légales qui constituent alors la seule garantie des parties. Mais il est facile de répondre que, si les parties ont consenti à laisser les arbitres maîtres sur le fond, elles ont voulu *a fortiori* les dispenser des formalités qui ne sont qu'un accessoire. Cette doctrine résulte, d'ailleurs, des paroles du tribun Mallarmé au Corps législatif. (V. Bourbeau, t. 6, p. 616 et suiv.) Aussi, est-elle presque unanimement suivie tant par la jurisprudence que par la doctrine¹.

Il faut toutefois se garder de tirer de l'art. 1019 des conséquences exagérées et dire que les amiables compositeurs sont dispensés, sans aucune exception, de toutes les règles du droit. Par cela même qu'ils doivent rendre une sentence, il ne leur est pas permis de faire abstraction des conditions qui sont de l'essence de toute décision. Ainsi, l'on ne conçoit pas une décision rendue par plusieurs juges sans délibération commune. Il en doit être de même pour les amiables

1. Req., 1^{er} décembre 1857. S. 58. 1. 198; Req., 25 juin 1845. *Journ. d. Pal.* 46. 1. 703; Req., 3 janvier 1844. S. 44. 1. 337; Req., 11 juin 1841. D. v^o *Arbit.*, n^o 1021, note 2; Orléans, 11 avril 1866. S. 66. 2. 170; Rennes, 6 janvier 1844. *Journ. d. Pal.* 44. 1. 523; Paris, 18 novembre 1835. S. 36. 2. 170; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3354; Bioche, n^o 418.

compositeurs. On ne conçoit pas non plus une décision qui n'aurait pas pour elle la majorité des suffrages, et c'est pour cela que le tiers arbitre, fût-il amiable compositeur, ne peut être dispensé de se ranger à l'un des avis exprimés par les arbitres pour qu'une majorité soit ainsi constituée.

D'autre part, les amiables compositeurs ne peuvent non plus se mettre au-dessus des principes d'ordre public. Et c'est par application de cette idée que la Cour de cassation a décidé, le 21 juin 1852 (Civ. cass. S. 52. 1. 728), que les amiables compositeurs sont liés par l'autorité de la chose jugée résultant d'une sentence qu'ils ont déjà rendue, et qu'ils ne peuvent, par suite, prononcer un nouveau jugement, sur le même point, si un second compromis n'a remis en question devant eux le litige précédemment résolu.

DEUXIÈME PARTIE

DES EFFETS DES SENTENCES ARBITRALES

Les sentences arbitrales sont susceptibles de produire les mêmes effets que les jugements ordinaires :

1° *La force exécutoire* ; 2° *l'autorité de la chose jugée* ; 3° *la force probante* ; 4° *la force hypothécaire*.

Il faut, toutefois, pour que plusieurs de ces effets soient attachés aux décisions des arbitres, qu'une formalité nouvelle soit remplie. Cette formalité consiste, comme on le verra, à faire apposer sur la sentence, par le magistrat compétent, une ordonnance d'exécution. Quand cette ordonnance a été rendue, il est alors exact d'assimiler, aux divers points de vue ci-dessus désignés, les sentences arbitrales aux jugements des tribunaux ordinaires.

Cette seconde partie traitera uniquement des effets des sentences entre les compromettants. Les effets qu'elles sont susceptibles de produire, à l'égard des tiers, trouveront place dans la troisième partie, relative aux voies de recours.

CHAPITRE I^{er}

FORCE EXÉCUTOIRE ET EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES

Les arbitres étant des juges privés, choisis par les parties, et n'ayant pas reçu l'investiture de la loi, ne peuvent conférer eux-mêmes à leurs décisions la force exécutoire. L'art. 1020, alin. 1 et 2, prescrit l'accomplissement de deux formalités pour que cette force exécutoire appartienne aux sentences arbitrales. Ce texte porte : « Le jugement arbitral sera
« rendu exécutoire par une ordonnance du président
« du tribunal de première instance dans le ressort
« duquel il a été rendu ; à cet effet, la minute du jugement sera déposée dans les trois jours, par l'un des
« arbitres, au greffe du tribunal. — S'il avait été promis sur l'appel d'un jugement, la décision arbitrale sera déposée au greffe de la Cour d'appel, et
« l'ordonnance rendue par le président de cette
« Cour. »

La force exécutoire est donc la conséquence de l'accomplissement de deux formalités : 1^o dépôt de la sentence au greffe du tribunal civil ou de la Cour

d'appel selon les cas; 2° apposition de l'ordonnance d'exécution, soit par le président du tribunal civil, soit par celui de la Cour d'appel. Ce dépôt et cette ordonnance sont absolument essentiels pour que la sentence acquière la force exécutoire. On ne pourrait les suppléer par aucune formalité. La Cour de Riom l'a décidé, le 13 novembre 1855 (S. 57. 2. 350), au sujet d'une sentence déposée chez un notaire pour être placée au nombre de ses minutes, et la Cour de Bourges a même jugé que le dépôt devient obligatoire, le compromis en portât-il dispense, lorsqu'on veut poursuivre, contre une partie qui la refuse, l'exécution de la sentence. Mais remarquons que l'art. 1020 ne prescrit que le dépôt des sentences et nullement celui des autres pièces de la procédure arbitrale. Un arrêt du 17 mai 1836 l'a décidé pour les conclusions des parties (Req., 17 mai 1836. D. v° *Arbit.*, n° 448, note 2) et un arrêt du 30 mars 1841 pour les procès-verbaux constatant les avis distincts des arbitres (Req., 30 mars 1841. S. 41. 1. 503).

PREMIÈRE SECTION

Du dépôt de la sentence.

La première formalité qui doit être remplie, est, avons-nous dit, le dépôt de la sentence. Les principaux points à examiner à ce sujet sont :

- 1° Le délai dans lequel le dépôt doit être effectué;
- 2° Quelles personnes peuvent faire le dépôt;
- 3° A quel greffe il doit être fait.

§ 1. — DÉLAI DANS LEQUEL LE DÉPÔT DOIT ÊTRE EFFECTUÉ.

Bien que l'art. 1020 semble imposer, dans tous les cas, le dépôt des sentences arbitrales dans les trois jours, il est évident :

1° Qu'il n'est relatif qu'aux sentences définitives. C'est ce qu'ont décidé : *a*) un arrêt de la Cour de cassation d'après lequel il suffit qu'une sentence qui ordonne de plaider au fond ou qui accorde une remise, soit déposée avec la décision sur le fond (Civ. rej., 19 mars 1846. S. 46. 1. 786). *b*) un arrêt de la Cour de Paris, du 18 mai 1833 (S. 33. 2. 310), qui déclare non obligatoire le dépôt, dans les trois jours de sa

prononciation, d'une sentence qui se borne à rejeter un déclinatoire.

2° Que la nullité de la sentence n'est pas attachée au défaut de dépôt dans les trois jours. Le but du législateur, dans l'art. 1020, a été simplement de laisser aux arbitres un délai minimum pendant lequel le dépôt ne pourrait pas leur être imposé¹. Mais le délai de trois jours expiré, les arbitres peuvent être mis en demeure de faire le dépôt, et, s'ils ne l'effectuent pas, ils peuvent être condamnés à des dommages-intérêts. La Cour d'Agen a décidé, sur ce point, le 27 août 1845 (S. 49. 2. 479), que les arbitres n'ont pas le droit de retarder le dépôt, parce que les parties n'en auraient pas consigné les frais.

§ 2. — QUELLES PERSONNES PEUVENT FAIRE LE DÉPÔT?

L'art. 1020 confie aux arbitres le soin de déposer la sentence. Mais on s'accorde à reconnaître que des tiers peuvent remplacer les arbitres, sans que pour cela la sentence soit nulle; sinon le sort de celle-ci

1. Req., 29 mars 1832. S. 32. 1. 288; Nancy, 11 août 1843. s. cass. S. 45. 1. 185; Colmar, 18 juin 1841. *Journ. d. Pal.* 41. 2. 510; Nancy, 13 décembre 1832. S. 34. 2. 477; Grenoble, 1^{er} juin 1831. S. 33. 2. 212; Carré et Chauv., t. 6, q. 3364; Bourbeau, t. 6, p. 637; Bioche, n° 600; Rub. de Couder, v° *Arbitrage*, n° 281; Rouss. et Laisney, *cod.* v°, 383.

dépendrait du mauvais vouloir des arbitres ou des circonstances qui viendraient mettre obstacle au dépôt¹.

La Cour de Nancy, dans l'arrêt du 28 mai 1833, apporte à juste titre à cette solution un tempérament, en décidant que lorsqu'un tiers se présente pour faire le dépôt, le greffier peut le refuser, et le président a le droit de ne pas apposer l'ordonnance d'exécution, s'il y a doute sur la sincérité de la signature des arbitres.

§ 3. — A QUEL GREFFE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ LE DÉPÔT ?

L'art. 1020 contient, sur ce point, un principe et une exception. Le principe, formulé par le premier alinéa, est que le dépôt doit être fait au greffe du tribunal civil, non seulement quand le litige soumis aux arbitres eût été de la compétence de ce dernier tribunal, mais alors même qu'il eût ressorti au tribunal de commerce ou à la justice de paix. Boitard (t. 2. n° 1199) dit très justement que « les juges de paix et « les juges de commerce, encore bien qu'imprimant

1. Nancy, 28 mai 1833. *Journ. d. Pal.* 33. 513; Grenoble, 7 décembre 1824. S. 1826. 2. 280; Carré et Chauv., t. 6, q. 3362; Bourbeau, t. 6, p. 658; Rodière, t. 2, p. 519; Bioche, n° 598; Rub. de Couder, v° *Arbitrage*, n° 282; Rouss. et Laisney, *eod.* v°, n° 382.

« à leurs propres décisions la puissance exécutoire,
« ne sont néanmoins que des juges d'exception ; c'est
« donc seulement à leurs sentences, mais jamais aux
« sentences arbitrales, même rendues dans des ma-
« tières qui sont de leur compétence habituelle, qu'ils
« seront appelés à imprimer la force exécutoire par
« l'apposition de l'ordonnance¹ ».

L'exception est contenue dans le deuxième alinéa de l'art. 1020, et vise le cas où il a été compromis sur l'appel d'un jugement. La sentence doit alors être déposée au greffe de la Cour d'appel et c'est le président de cette Cour qui est compétent pour délivrer l'ordonnance d'exequatur. La raison de cette dérogation est facile à comprendre : c'est que le jugement sur l'appel duquel a été passé le compromis sera peut-être infirmé par la sentence arbitrale et qu'il était, dès lors, impossible de faire donner la puissance exécutoire à celle-ci par le président du tribunal dont la décision a été réformée. Mais, comme toute exception, celle de l'art. 1020 doit être restrictivement interprétée. Et c'est avec raison que la Cour de cassation a décidé que, lorsqu'en appel les parties renon-

1. Dans le même sens. Civ. cass., 14 juin 1831. S. 34. 1. 249 ; Colmar, 3 décembre 1840. *Journ. d. Pal.* 41. 1. 562 ; Bordeaux, 4 mars 1828. D. 28. 2. 166 ; Carré et Chauv., t. 6, q. 3356 et 3359 ; Rub. de Couder, n° 284 ; Rouss. et Laisney, 386.

cent à l'effet du jugement de première instance et nomment des arbitres pour trancher le litige, le compromis n'a pas pour objet un appel et, par suite, ce n'est pas l'alinéa 2 de l'art. 1020 qui doit s'appliquer, mais l'alinéa 1 qui donne compétence au président du tribunal civil. (Req., 17 juillet 1817. S. 1818. 1. 331.) De même, et avec non moins de raison, la Cour de Metz, dans un arrêt du 22 mai 1818. (D. v° *Arbit.*, n° 1158, note 1), a jugé que, lorsqu'après un jugement de première instance, les parties font un compromis dont les objets ne sont pas les mêmes que ceux de ce jugement, il n'y a pas compromis sur appel, et c'est encore le premier alinéa de l'art. 1020 qui est applicable. Comme on le voit, la solution est très simple lorsque le compromis a exclusivement pour objet, soit une contestation nouvelle, soit l'appel d'un jugement. Mais une grave difficulté se présente lorsqu'il porte à la fois sur un litige non encore jugé et sur un appel. A quel greffe la sentence doit-elle être alors déposée ? Est-ce à celui du tribunal civil ou à celui de la Cour ? ou à l'un et à l'autre ?

De nombreux systèmes se sont produits sur cette question. Nous n'exposerons que les principaux :

Premier système. — Un premier système, qui a pour lui l'autorité de la jurisprudence, applique à notre hypothèse, la règle : *major pars trahit ad se*

minorem. Par suite, le dépôt de la sentence doit être fait au greffe du tribunal de première instance, si les chefs non encore jugés sont les plus importants, et au greffe de la Cour d'appel dans le cas contraire¹.

Certes, les avantages pratiques de ce système qui permet de ne rendre qu'une seule ordonnance d'exécution, et de ne former, dès lors, qu'une seule opposition, sont considérables. Mais il est trop contraire aux règles de la matière et aux principes généraux du droit pour que nous puissions y souscrire.

En effet : 1° Il attribue, suivant les cas, en violation de l'art. 1020, compétence au président du tribunal civil pour les chefs sur lesquels il y avait appel, et au président de la Cour, pour ceux qui n'avaient pas encore fait l'objet d'un jugement ; 2° d'autre part, si la sentence doit être déposée au greffe de la Cour, même quand elle statue sur des chefs non encore jugés, cette Cour a compétence, aux termes de l'art. 1028, pour statuer sur l'opposition à l'ordonnance ; mais alors cette voie de recours ne subit pas les deux degrés de juridiction, comme l'exigent les principes généraux.

Deuxième système. — Aussi, pour remédier à ce

1. Req., 28 janvier 1835. S. 35. 1. 533 ; Req., 26 juin 1833. S. 33. 1. 603 ; Orléans, 28 janvier 1832. *Journ. d. Pal.* 52. 1. 394 ; Limoges, 2 juillet 1840. S. 41. 2. 141.

grave inconvénient, un deuxième système prétend que, dans tous les cas, le dépôt doit être fait au greffe du tribunal civil¹.

Mais ce système, pour donner satisfaction au principe du double degré de juridiction, se heurte à l'art. 1020 quant aux chefs de la sentence qui avaient pour objet un appel.

Troisième système. — Nous croyons, dès lors, devoir nous ranger à une troisième opinion qui fait une distinction entre le cas où les arbitres n'ont pas la qualité d'amiables compositeurs et celui où elle leur a été conférée.

Dans le premier cas, la sentence doit contenir deux ordres de dispositions, les unes relatives aux chefs non encore jugés, les autres ayant trait à l'appel. On peut dire qu'alors il y a deux sentences qui doivent être déposées simultanément (car il doit en rester minute), la première, au greffe du tribunal civil, la deuxième, au greffe de la Cour d'appel, et alors il faut obtenir deux ordonnances d'exequatur. (Limoges, 2 juillet 1840. S. 41. 2. 141.) Cette solution présente, il est vrai, l'inconvénient de nécessiter deux ordonnances et obliger à former, s'il y a lieu, deux oppositions; par suite, le tribunal et la Cour saisis, l'un et l'autre, d'une

1. Grenoble, 4 août 1834. S. 35. 2. 330; Bioche, n° 614.

opposition, pourront rendre deux décisions contradictoires. Mais elle a l'avantage de respecter l'art. 1020 qui trace les limites respectives de la compétence du président du tribunal et de celle du président de la Cour.

Dans le deuxième cas, lorsque les arbitres sont amiables compositeurs, ils ont le pouvoir de fondre en une seule les deux sortes de chefs de la contestation qui devient, en réalité, une contestation nouvelle, n'ayant jamais fait l'objet d'une instance. Ils ne prononcent qu'une sentence, et cette décision unique doit être déposée au greffe du tribunal civil¹.

Nous avons dit que les greffes des tribunaux d'ordre civil ont une compétence exclusive pour recevoir le dépôt des sentences arbitrales. Cette règle n'a trait qu'à la compétence *ratione materiæ*. Il nous faut indiquer maintenant quel est, parmi les différents greffes civils, celui auquel doit être fait le dépôt d'une sentence déterminée, c'est-à-dire poser la règle de compétence *ratione personæ*. Est compétent, d'après l'art. 1020, le greffe du tribunal dans le ressort duquel la sentence a été rendue, et non celui de la juridiction qui eût connu de l'affaire, s'il n'y eût pas eu d'arbitrage (Civ. cass., 2 janvier 1824. S. 24. 1. 94).

1. Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3357; Rub. de Couder, n° 289; Rouss. et Laisney, n° 399 et s.

Mais quand la sentence est-elle rendue? Cette question a donné lieu à diverses solutions. Examinons-les brièvement.

D'après un arrêt de la Chambre des requêtes, du 5 février 1855, S. 55. 1. 521, pour juger si une sentence arbitrale a été rendue dans le délai du compromis, il faut considérer uniquement le jour où elle a été prononcée aux parties, sans avoir égard au jour ultérieur de la signature de la sentence par les arbitres, dans le cas où la sentence n'a pas été signée le jour même de sa prononciation. Mais pour ceux qui décident, comme nous, que la prononciation de la sentence n'est pas obligatoire, il est difficile de s'attacher à cette formalité pour poser une règle sur le point qui nous occupe.

Un autre arrêt de la même Chambre, en date du 5 février 1895 (S. 96. 1. 24), ne fournit pas une solution bien précise. D'après lui, le lieu où une sentence a été enregistrée, communiquée à l'une des parties, et déposée par l'un des arbitres au greffe du tribunal civil, peut être réputé celui où elle a été rendue.

Cette présomption sera exacte, en fait, dans la plupart des cas. Mais les circonstances indiquées par l'arrêt, circonstances postérieures à la sentence, indépendantes d'elle, laissent indécise la question de savoir quand elle a été rendue.

La Cour d'Amiens a tenté d'établir un critérium dans un arrêt du 11 juillet 1893 (D. 94. 2. 449). Elle a décidé qu'une sentence est rendue au moment où elle est publiée, et qu'elle est publiée au moment où les parties en sont avisées. Mais l'annotateur de cet arrêt fait remarquer avec raison : « qu'il faudrait conclure de là
« que si les parties se trouvent à ce moment dans des
« lieux différents, la sentence est aussi rendue à la
« fois dans plusieurs lieux. » Cette conséquence est évidemment inadmissible. Aussi propose-t-il de s'en tenir à la prononciation de la sentence aux parties qu'il considère comme une formalité substantielle, dont les arbitres, même amiables compositeurs, ne peuvent être dispensés.

Mais nous avons déjà dit que cette règle, admissible pour les jugements ordinaires qui doivent être prononcés publiquement, n'est pas applicable aux sentences arbitrales. Nous pensons que le fait qui donne sa perfection au jugement des arbitres, celui qui en est, en général, l'élément final et, en tout cas, indispensable, est sa signature par les arbitres. La sentence n'est complète, n'est réellement rendue que quand elle est valablement signée. Nous disons donc que la sentence est rendue quand elle a été signée par tous les arbitres, sauf, bien entendu, les cas où il y a dispense de signature; et le moment où ces signatures sont

apposées fixe à la fois le lieu où elle est rendue et le ressort du tribunal au greffe duquel elle doit être déposée.

DEUXIÈME SECTION

De l'ordonnance d'exécution.

La seconde formalité qui doit être remplie pour que la sentence acquière la force exécutoire, est la délivrance de l'ordonnance d'exécution : quel est le mode à suivre ? Quels sont les pouvoirs du président compétent pour l'apposer sur la sentence ?

§ 1. — QUI EST COMPÉTENT POUR DÉLIVRER L'ORDONNANCE D'EXÉCUTION ?

L'art. 1020, que nous avons déjà cité, lie la compétence pour l'apposition de l'ordonnance à la compétence pour le dépôt du jugement arbitral. Est donc compétent, en principe, pour délivrer l'ordonnance, le président du tribunal civil dont le greffe a reçu le dépôt de la sentence. (Art. 1020. 1^{er} alinéa.) La compétence du président du tribunal civil existe, sauf l'exception formulée par le 2^e alinéa de l'art. 1020, dans le cas même où l'objet du litige est commercial ou du ressort de la justice de paix. C'est en vertu de

ce principe qu'il a été jugé que le président du tribunal de commerce est incompétent, même dans le cas où des commerçants, convenus de nommer des arbitres et ayant refusé de le faire, les arbitres ont été désignés par le tribunal de commerce. (Civ. cass. 14 juin 1831. S. 31. 1. 249.)

Comme pour le dépôt de la sentence, le 2^o alinéa de l'art. 1020 apporte une dérogation à la règle posée par le 1^{er}, lorsque le compromis a pour objet l'appel d'un jugement ; c'est alors le président de la Cour d'appel qui devient compétent pour délivrer l'ordonnance.

La compétence de ce dernier, comme celle du président du tribunal civil, est *ratione materiæ* ; car elle tient à l'ordre des juridictions, et la Cour de Nîmes en a justement conclu que, lorsqu'une ordonnance a été apposée par le président du tribunal civil dans un cas où le président de la Cour d'appel était compétent, le moyen de nullité qui résulte de là peut être proposé en tout état de cause, même pour la première fois en appel. (Nîmes, 25 juillet 1842. *Journ. d. Pal.* 42. 2. 241.)

Mais cette nullité n'atteint que l'ordonnance incompétemment rendue, et laisse intacte la sentence, qui existe légalement, indépendamment de l'ordonnance. (Lyon, 28 juin 1881. D. 82. 2. 190.)

La Cour d'Amiens, dans un arrêt récent du 11 juillet 1893 (D. 94. 2. 449), a décidé très juridiquement que la seule conséquence de la nullité de l'ordonnance incompetemment délivrée est d'obliger le bénéficiaire de la sentence à demander une nouvelle ordonnance au juge compétent. La Cour de cassation avait auparavant jugé que, lorsque, par erreur, les arbitres ont déposé leur sentence au greffe du tribunal de commerce, et que le président de ce tribunal l'a revêtue de l'ordonnance, les arbitres conservent la faculté de la déposer ultérieurement au greffe du tribunal civil, et le président de ce tribunal a le droit de délivrer l'ordonnance. (Civ. rej. 3 mars 63. S. 1863. 1. 119.)

Comme en matière de dépôt de la sentence, parmi les présidents des tribunaux civils ou des Cours d'appel, celui qui est compétent pour délivrer l'ordonnance est celui du tribunal ou de la Cour dans le ressort desquels a été rendue la sentence. Mais il s'agit ici seulement de compétence *ratione personæ*, et le vice résultant de l'incompétence du président serait couvert, s'il n'était pas invoqué avant toute exception ou défense. (Req. 17 novembre 1830. S. 31. 1. 146.)

§ 2. — MODE DE DÉLIVRANCE DE L'ORDONNANCE.

L'art. 1021 dit, à ce sujet, sans qu'il soit besoin de commentaire : « Les jugements arbitraux, même
« ceux préparatoires, ne pourront être exécutés
« qu'après l'ordonnance qui sera accordée à cet effet,
« par le président du tribunal, au bas ou en marge de
« la minute, sans qu'il soit besoin d'en communiquer
« au ministère public, et sera ladite ordonnance ex-
« pédiée ensuite de l'expédition de la décision. »
L'ordonnance est rendue sur simple requête, sans débats contradictoires entre les parties qui ne sont même pas appelées, par le président, assisté du greffier. (Art. 1040 Cod. proc. civ.) L'assistance du greffier est prescrite à peine de nullité. Mais la même sanction n'est pas attachée au défaut de signature du greffier. Cette signature fait preuve de son assistance. Mais quand celle-ci n'est pas mise en doute, peu importe que le greffier signe ou ne signe pas l'ordonnance; c'est l'opinion presque unanime de la doctrine et de la jurisprudence¹.

1. Req., 26 juillet 1842. S. 42. 1. 988; Montpellier, 3 juin 1857. S. 58. 2. 25; Paris, 17 avril 1847; S. 47. 2. 295; Paris, 18 mai 1833. S. 33. 2. 310; Bastia, 2 août 1832. S. 32. 2. 569, 1^{re} espèce; Bourges, 4 août 1831. S. *eod. loc.*, 2^e espèce; Limoges, 14 juin 1832. S. 32. 2. 471; Chauv. s. Carré, t. 6. q. 3431 bis; Rub. de Couder, n° 301; Rouss. et Laisney, n°s 413 et 414.

§ 3. — POUVOIRS DU PRÉSIDENT COMPÉTENT POUR DÉLIVRER
L'ORDONNANCE D'EXÉCUTION.

Dans notre ancien droit, la force exécutoire était conférée aux sentences arbitrales par un tribunal entier, après débats contradictoires entre les parties. Ce tribunal n'avait pas, il est vrai, le droit d'entrer dans l'examen du fond de la contestation (Pothier, *Traité de la procédure*, 2^e partie, chap. 4, art. 1). Il ne pouvait apprécier le bien ou mal jugé; mais il pouvait, en quelque sorte, se faire juge du droit et prononcer la nullité de la sentence, lorsqu'à ses yeux elle renfermait un vice qui la rendait illégale; si, par exemple, elle avait été rendue hors des termes du compromis, ou sur compromis expiré, ou bien entre incapables. Aujourd'hui, la force exécutoire est conférée par un magistrat unique, sans qu'un débat s'élève devant lui entre les parties; le plaideur condamné n'est même pas assigné. Ce magistrat unique a-t-il les pouvoirs qui appartenaient, dans l'ancien droit, au tribunal chargé d'homologuer la sentence? On est d'accord pour reconnaître qu'il ne peut, pas plus que ce dernier ne le pouvait autrefois, entrer dans l'examen du fond de l'affaire, il ne peut pas rechercher si les arbitres ont bien ou mal jugé. « Que le président, écrit Bour-

« beau (t. 6, p. 663), ne puisse modifier la sentence
« des arbitres, c'est un point qui n'est pas douteux. Le
« Code de commerce (art. 61) s'en expliquait formel-
« lement pour les décisions des arbitres forcés; il y
« a même raison en ce qui concerne les décisions des
« arbitres volontaires. Le président du Tribunal ou
« de la Cour n'exerce pas une juridiction rivale de la
« juridiction des arbitres : ce sont des pouvoirs de
« nature diverse qui concourent, dans la sphère de
« leurs attributions, à former et à compléter la sen-
« tence; ils ne peuvent se trouver en conflit. »

Peut-il, du moins, dans certains cas, refuser l'ordonnance d'exequatur ? On a soutenu que la délivrance de cette ordonnance est un simple acte de juridiction gracieuse, que le président ne peut refuser sous aucun prétexte ; sinon, dit-on, l'art. 1028 qui donne compétence aux tribunaux pour prononcer sur la nullité ou la validité de la sentence, lorsqu'elle est attaquée, serait absolument inutile. Mais on s'accorde généralement pour repousser cette théorie ; car il est inadmissible que, si la sentence est affectée d'un vice qui tient à l'ordre public, le président n'ait pas le droit de refuser l'exequatur¹.

Si l'accord existe sur le principe qui vient d'être

1. Req., 7 novembre 1863, *in fine*. S. 66. 4. 113 ; Paris, 14 mai 1829. S. 29. 2. 153 ; Carré et Chauv., t. 6, q. 3360 ; Rodière, t. 2,

posé, il cesse sur ses applications; des auteurs considérant certains vices comme d'ordre public et d'autres comme d'ordre privé.

Voici quelques-uns des principaux systèmes qui ont été enseignés.

Chauveau s. Carré, t. 6, quest. 3360, s'exprime ainsi : « Avant tout, le président doit se demander s'il
« est compétent pour rendre l'ordonnance ; il peut être
« incompetent de deux manières, à raison du lieu, s'il
« n'est pas à la tête du Tribunal dans le ressort duquel
« la sentence a été rendue ; à raison de la juridiction,
« si c'est à la Cour d'appel et non au Tribunal de pre-
« mière instance, que la sentence doit être déposée,
« dans le cas prévu par l'art. 1020, § 2. Si l'une de ces
« règles est violée, le président doit refuser l'exécu-
« tion qu'il ne lui appartient pas d'ordonner. En
« dehors de ces hypothèses, cesse le droit d'examen
« accordé au président du tribunal. Nous ne croyons
« pas, comme Carré, qu'il puisse examiner si les parties
« étaient ou non capables ; c'est une nullité relative
« dont l'incapable seul est en droit de se prévaloir. »

Bourbeau, t. 6, page 666, donne au président le droit de refuser l'ordonnance, quand l'acte ne présente pas les formes extérieures d'une sentence arbitrale, par

p. 518 ; Boitard, t. 2, n° 4200 ; Bioche, n° 618 ; Rub. de Couder, n° 302 ; Rouss. et Laisney, n° 416.

exemple, s'il n'est pas signé par les arbitres, s'il ne mentionne pas que la minorité a refusé de signer, s'il ne contient pas un dispositif. « Le président, dit cet « auteur, en refusant l'exequatur, ne ferait que déclara-
« rer une impossibilité d'agir, parce que la matière
« manque à l'exercice du droit que la loi lui confère...
« Dans les autres cas, ajoute-t-il, il doit le délivrer,
« et je ne lui reconnaitrais même pas le droit de le
« refuser sous prétexte que la sentence contiendrait
« quelque disposition contraire à l'ordre public, toutes
« les fois qu'il sera nécessaire d'examiner le fond de
« la contestation pour décider si les arbitres ont contre-
« venu aux lois d'ordre public. »

Sans essayer de donner une énumération limitative des divers cas de nullité d'ordre public, nous proposons la distinction suivante : il y a nullité d'ordre public, et, par suite, le président peut refuser l'ordonnance, quand la nullité est telle qu'elle ne pourrait être couverte par la renonciation des parties, par exemple, si le compromis porte sur une question d'état, sur une séparation de corps, sur un divorce, sur une cause communicable au ministère public dans un intérêt d'ordre public. La nullité serait d'ordre privé et le président ne pourrait refuser l'ordonnance, dans les cas contraires, par exemple, si le compromis était nul par suite de l'incapacité des parties, si les

arbitres avaient statué en dehors des termes du compromis.

TROISIÈME SECTION

Exécution des sentences arbitrales.

La puissance exécutoire, acquise au moyen de l'ordonnance d'exequatur, est mise en œuvre pour les sentences arbitrales comme pour les jugements ordinaires. Il faut à cet égard, s'en référer aux règles du Code de procédure (art. 545 et suiv.). D'après l'art. 1021, l'exécution est poursuivie sur l'expédition de la minute, en suite de laquelle il doit être donné copie de l'ordonnance. Ce n'est pas seulement à ce point de vue que l'assimilation existe entre les décisions arbitrales et les jugements ordinaires. L'art. 1024 porte, en effet, que « les règles sur l'exécution provisoire des « jugements des tribunaux sont applicables aux jugements arbitraux. » C'est par application de ce texte que la Cour de cassation a jugé qu'en matière commerciale l'exécution provisoire peut toujours être ordonnée par les tribunaux à charge de donner caution¹.

Il faut cependant noter trois différences entre l'exé-

1. Civ. rej., 2 avril 1847. S. 4817. 4. 280 ; V. dans le même sens. Paris, 24 juillet 1847. S. 48. 2. 382 ; Carré et Chauv., t. 6, q. 3336 ; Rub. de Couder, n° 84 et 265.

cution des sentences arbitrales et celle des jugements.

La première est relative au délai de grâce, que les arbitres ont la faculté d'accorder, comme les juges institués par la loi. L'art. 123 C. proc. civ., dispose, pour les jugements ordinaires « que le délai courra du jour « du jugement, s'il est contradictoire, et de celui de la « signification, s'il est par défaut. » En matière arbitrale, le délai ne peut jamais courir que du jour de la signification, comme l'a très bien dit la Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 30 novembre 1825. (s. Cass., 3 mars 1830. S. 30. 1. 228). « Attendu que l'art. 123 « C. proc. qui fait courir du jour des jugements con- « tradictaires les délais accordés pour leur exécution, « n'est rendu commun par aucune disposition législa- « tive, et ne doit pas être appliqué, aux décisions arbi- « trales ; qu'elles ne sont pas, comme les jugements « des tribunaux, prononcées publiquement en présence « des parties ou de leurs avoués ; qu'elles n'acquièrent « d'authenticité et de force exécutoire que par le « dépôt au greffe et l'ordonnance d'exequatur ; que « l'une des parties peut n'en avoir aucune connais- « sance ; que, par conséquent, les délais qu'elles « prescrivent ne doivent courir que du jour de leur « signification. »

La deuxième différence a trait à la péremption de l'art. 156 C. proc. civ., qui répute non avenus les juge-

ments par défaut faute de comparaître qui n'ont pas été exécutés dans les six mois de leur obtention. Cette disposition, appliquée autrefois en cas d'arbitrage forcé (Req. 10 juin 1850. D. 50. 1. 180), ne régit pas l'arbitrage volontaire, car un jugement arbitral est toujours censé contradictoire (art. 1016, § 3). « La partie, dit « Ruben de Couder, n° 269, en signant le compro-
« mis où sont désignés les arbitres, ou en acceptant
« ceux nommés par le tribunal, est avertie que, dès
« ce moment, elle doit fournir ses pièces et défenses.
« Elle s'est même engagée implicitement à les re-
« mettre dans le délai fixé, et, si elle est jugée sans
« avoir été entendue ou sans avoir présenté ses
« moyens, elle doit s'en imputer la faute. »

La troisième différence concerne la compétence sur les difficultés d'exécution. Tandis qu'en droit commun, est seul compétent pour statuer sur les difficultés que soulève l'exécution des jugements ordinaires, le tribunal civil dans le ressort duquel se poursuit l'exécution, en notre matière, l'art. 1021, alinéa 2, attribue compétence au tribunal qui a rendu l'ordonnance d'exécution, c'est-à-dire, comme nous l'avons précédemment expliqué, tantôt au tribunal civil, tantôt à la Cour d'appel. Il faut bien déterminer ce que l'on doit entendre par exécution. Il est certain que ce terme ne vise pas les actes qui sont un complément de la mis-

sion des arbitres, tels que la prestation d'un serment supplétoire ou décisoire déferé par les arbitres; ce sont dès lors ces derniers qui ont compétence pour la recevoir; car cette prestation n'est que l'accomplissement d'une condition mise par eux à la condamnation qu'ils ont prononcée. (Carré et Chauveau, t. 6, quest. 3366; Ruben de Couder, n° 86.) Mais ces auteurs ont raison de décider qu'il n'en serait pas de même pour la réception d'une caution ordonnée par les arbitres; car elle fait intervenir un tiers étranger à l'arbitrage; par suite, le tribunal civil est compétent. (Carré et Chauveau, *loc. cit.*; Ruben de Couder, n° 87; Rousseau et Laisney, n° 108.)

Que faudrait-il décider pour l'interprétation de la sentence? Il est vrai, comme le dit Ruben de Couder, n° 88, que « l'interprétation n'est pas l'exécution; « mais elle se lie à l'exécution : car le sens d'un acte « n'est obscur que parce qu'on ne sait comment « l'exécuter ». Il faut, dès lors, décider que si elle devient nécessaire après l'expiration du compromis, elle ne pourrait appartenir aux arbitres que si les parties leur donnaient cette mission dans un nouveau compromis, et qu'en l'absence de ce compromis, l'interprétation serait de la compétence des tribunaux ordinaires. (Carré et Chauveau, t. 6. q. 3331; Rousseau et Laisney, n° 109).

CHAPITRE II

AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE

Dès que sont expirés les délais des voies légales de recours contre les sentences arbitrales, celles-ci acquièrent l'autorité de la chose jugée, comme les jugements ordinaires¹.

La Cour suprême ajoute à cette première condition qu'une sentence arbitrale n'acquiert l'autorité de la chose jugée qu'après avoir été revêtue de l'ordonnance d'exequatur².

Mais, elle est en désaccord, sur ce point, avec la jurisprudence des Cours d'appel³.

La doctrine de ces dernières nous paraît plus juridique. En effet, il faut distinguer l'autorité de la chose jugée de la force exécutoire. Quand il s'agit, non pas de mettre en mouvement la force publique, mais seulement d'opposer la sentence à une nouvelle demande, peu importe que l'ordonnance d'exécution ait été ou non rendue.

1. Civ. cass., 17 avril 1810. S. 11. 1. 119; Civ. cass., 5 novembre 1811. S. 12. 1. 18.

2. Req., 6 mars 1865. S. 65. 1. 265.

3. V. note, Riom, 27 avril 1847. D. 47. 2. 160; Bourges, 21 décembre 1836. *Journ. d. Pal.* 39. 1. 620.

CHAPITRE III

FORCE PROBANTE

Bourbeau, t. 2, p. 653, ne reconnaît à la sentence non encore revêtue de l'ordonnance d'exequatur d'autre caractère que celui d'un acte privé. Elle a néanmoins force probante, dit-il, pour ou contre les parties, quant aux énonciations qui ont un rapport direct avec l'objet du compromis, car les arbitres sont leurs mandataires et les lient par leurs déclarations. Mais cette force probante, il ne l'attribue pas à ces énonciations jusqu'à inscription de faux (V. pp. 654 et 655). D'après cet auteur (V. p. 656 et aussi l'arrêt précité de la Cour de Bordeaux du 30 novembre 1825) la sentence ne prend un caractère authentique que par l'intervention du magistrat et de l'officier public compétent; par l'ordonnance d'exécution, le président s'approprie en quelque sorte la sentence. Mais cette intervention même ne donne pas aux énonciations du jugement arbitral une force nouvelle; et, « pas
« plus qu'auparavant, il ne sera nécessaire, pour les
« détruire, de recourir à la voie de l'inscription de
« faux, car le concours de l'officier public ne confère

« une présomption légale de vérité qu'aux faits qu'il
« peut constater par son propre témoignage ». —
« Mais, poursuit-il, il faudra s'inscrire en faux, si l'on
« vient contester la sincérité matérielle de l'acte, si
« l'on veut prétendre, par exemple, que la minute
« est altérée dans son contexte, ou que l'expédition
« n'est pas conforme à la minute déposée, et si les
« arbitres avaient eux-mêmes déposé la sentence, il
« faudrait aussi s'inscrire en faux pour dénier la sin-
« cérité de la signature des arbitres, qu'attestent
« d'une manière légale le dépôt de la sentence entre
« les mains de l'officier public, et l'acte qu'il rédige
« pour constater ce dépôt opéré par ceux-là mêmes
« qui déclarent en sa présence que la sentence est
« émanée d'eux ». En un mot, la voie de l'inscription
de faux ne serait nécessaire qu'au cas d'allégation d'un
faux matériel.

Cette théorie ne nous paraît pas exacte. Sans doute, les arbitres sont les mandataires des parties, mais ce qui prédomine en eux, c'est la qualité de juges. La mission qu'ils assument est celle de rendre un véritable jugement; et ce jugement, nous l'avons vu, ne peut même être révisé, quant au fond, par le président auquel est demandé l'exequatur. Dès lors, il est logique de dire que leur décision doit avoir le caractère d'authenticité, à l'égal des jugements ordinaires,

non pas, il est vrai, pour toutes les énonciations de la sentence; car, « ce serait en vain que le législateur
« aurait astreint le compromis à certaines formes
« et le pouvoir des arbitres à des conditions rigou-
« reuses, s'il était permis à ceux-ci ou même à la
« majorité d'étendre ces pouvoirs ou de rendre à
« leur gré la condition des parties plus onéreuse.
« De là doit naître une distinction entre les constata-
« tions du jugement nécessaires pour l'accomplisse-
« ment des fonctions des arbitres, et celles qui, sans
« avoir cette nécessité pour objet, tendent à ajouter
« au compromis, ou, en d'autres termes, entre les
« formes du jugement dont la constatation est dans
« les attributions des arbitres, et les dispositions de
« ce jugement qui touchent aux pouvoirs des arbitres
« ou aux conventions des parties¹ ». Les énoncia-
tions relatives à ces derniers objets, ne présentent pas
le caractère d'authenticité, qui appartient sans con-
tredit aux premières.

Cette distinction a été admise à bon droit par la doctrine et sanctionnée par la jurisprudence.

I. — C'est ainsi qu'en ce qui concerne les pouvoirs des arbitres, la Cour de Toulouse a jugé que le dire d'un arbitre attestant qu'une partie a ratifié, par sa compa-

1. D. v° *Arbitrage*, n° 1112.

rution, la nullité résultant du vice de sa nomination n'a pas le caractère de l'authenticité. (Toulouse, 29 avril 1820. D. v° *Arbit.*, n° 275, note 2.)

En ce qui touche les conventions des parties, la Cour de Grenoble a décidé qu'une sentence ne fait pas preuve suffisante des conclusions nouvelles qu'elle relate, quand elles ne sont pas signées par les parties ; alors la sentence est censée rendue hors des termes du compromis. (Grenoble 26 juin 1817. D. v° *Arbit.*, n° 1115, note 1.)

Avec plus de raison encore, la Cour de Pau a jugé que la sentence n'a pas le caractère authentique, relativement aux conventions étrangères à l'objet du compromis. (Pau, 12 mars 1859. S. 59. 2. 413.)

II. — Au contraire : 1° Est authentique la date apposée par les arbitres sur leur jugement¹ ;

2° Font aussi foi jusqu'à inscription de faux, les énonciations des procès-verbaux, relatives aux actes de procédure accomplis par les arbitres. (Civ. rej., 6 juillet 1840. S. 40. 1. 882.)

Disons en terminant que les arbitres sont liés par leur sentence, et qu'ils n'ont pas le droit d'en changer ou d'en révoquer les énonciations par un acte postérieur².

1. Req., 16 juin 1812. D. v° *Arbit.*, n° 1119, note 2, 2^e espèce ; Bourges, 15 juillet 1817. D. *eod.* v°, n° 824, note 1 ; Bordeaux, 23 février 1886. O. 86. 2. 285.

2. Req., 7 janvier 1857. D. 57. 1. 406 ; Req., 5 juillet 1832. S. 33.

IV. FORCE HYPOTHÉCAIRE

Les sentences arbitrales, une fois revêtues de l'ordonnance d'exécution, possèdent, comme les jugements ordinaires, la force hypothécaire. Mais une inscription prise avant l'accomplissement de cette formalité serait de nul effet.

1. 332; V. sur ces divers points; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3337 *bis*; Bioche, n° 302; Rub. de Couder, n° 252; Rouss. et Laisney, n° 334.

TROISIÈME PARTIE

VOIES DE RECOURS CONTRE LES SENTENCES ARBITRALES ET L'ORDONNANCE D'EXEQUATUR

On distingue, en matière d'arbitrage, les recours qui peuvent être formés contre les sentences arbitrales elles-mêmes, et ceux qui peuvent l'être contre l'ordonnance d'exequatur apposée à ces sentences. Les voies de recours contre les sentences arbitrales se divisent elles-mêmes en voies de recours ordinaires, et en voies de recours extraordinaires.

Les premières sont *l'opposition et l'appel*.

Les secondes sont :

- 1° *La tierce opposition ;*
- 2° *Le pourvoi en cassation ;*
- 3° *La requête civile ;*
- 4° *L'action en nullité de la sentence arbitrale formée par voie d'opposition à l'ordonnance d'exequatur ;*
- 5° *La prise à partie.*

CHAPITRE I^{er}

VOIES DE RECOURS ORDINAIRES CONTRE LES SENTENCES ARBITRALES

Elles comprennent l'opposition et l'appel.

PREMIÈRE SECTION

De l'opposition.

I. — Quand un jugement ordinaire a été rendu contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué ou qui n'a pas déposé de conclusions, le Code de proc., dans les art. 157 et suivants, ouvre à cette partie qui a fait défaut une voie de rétractation devant le tribunal même qui a prononcé le jugement. Cette voie de recours est l'opposition. Est-elle recevable contre une sentence arbitrale, quand l'une des parties n'a pas comparu ou n'a pas produit ses pièces ou mémoires? L'art. 1016 § 3 C. proc. civ. répond négativement : « Un jugement arbitral, porte-t-il, ne sera, dans aucun cas, sujet à l'opposition. »

On donne la raison suivante pour justifier la diffé-

rence établie par la loi entre les décisions arbitrales et les jugements ordinaires. On dit : Une sentence arbitrale est toujours censée contradictoire; car les compromettants connaissent forcément l'instance ouverte devant les arbitres, puisque le compromis est leur œuvre, à l'un et à l'autre, et qu'en le signant ils ont pris l'engagement tacite de comparaître devant les juges choisis par eux et de produire toutes pièces et défenses dans les délais légaux; tandis qu'en matière ordinaire, rien ne prouve, soit que l'exploit d'ajournement, qui est l'œuvre du demandeur seul, ait touché le défendeur, soit que celui-ci ait été à même de fournir sa défense dans les délais fixés par la loi. Il était donc nécessaire de lui fournir une voie de recours spéciale : l'opposition. Mais, en matière d'arbitrage, ces raisons n'existent pas ou doivent exister bien rarement, et la loi n'en tient pas compte. Le texte de l'art. 1016 § 3 est formel et général. L'opposition n'est jamais possible contre un jugement arbitral.

II. — Cette solution doit être suivie sans distinction entre le cas où le dépôt de la sentence au greffe n'est pas encore effectué et celui où il l'est déjà, car la loi elle-même ne distingue pas. D'autre part, quand les délais légaux sont expirés, la sentence est définitive, dès qu'elle est signée, et avant même que le dépôt au greffe soit effectué. L'opposition ne serait

utile que si la partie adverse consentait à ce qu'un nouveau jugement fût rendu par les arbitres¹.

III. — Est-ce à dire qu'en matière d'arbitrage, aucune décision ne sera susceptible d'opposition? Non. Cette voie de recours peut être employée : 1° contre le jugement du tribunal civil ou de commerce qui nomme les arbitres, quand les parties ou l'une d'elles ont abandonné à ces juridictions le choix des arbitres, ou quand les compromettants ne se sont pas entendus sur ce choix, ou que l'un d'eux a refusé de désigner son arbitre; 2° contre le jugement par défaut qui déboute de l'action en nullité ouverte par l'art. 1028 C. proc. civ.; 3° contre la décision d'appel du jugement arbitral.

DEUXIÈME SECTION

De l'appel.

I. — Le Code de procédure ne dit pas, d'une façon expresse, que les sentences arbitrales sont susceptibles d'appel. Mais cette faculté découle nécessairement de deux dispositions de la loi, des art. 1010 et 1023. D'après l'art. 1010, § 1, « les parties pourront, lors et

1. Carré et Chauv., t. 6, q. 3341; Bioche, n° 527; Rub. de Couder, n° 345; Rouss. et Laisney, n° 434.

« depuis le compromis, renoncer à l'appel ». C'est dire, qu'en principe, et sauf le cas de renonciation, le droit d'appel est ouvert contre les sentences arbitrales. D'autre part, l'art. 1023 dispose que « l'appel des « jugements arbitraux sera porté, savoir devant les « tribunaux de première instance, pour les matières « qui, s'il n'y eût point d'arbitrage, eussent été, soit « en premier, soit en dernier ressort, de la compétence des juges de paix; et devant les Cours d'appel, « pour les matières qui eussent été, soit en premier, « soit en dernier ressort, de la compétence des tribunaux de première instance ». En indiquant ainsi les tribunaux devant lesquels l'appel doit être porté, la loi reconnaît par cela seul l'existence et la recevabilité de cette voie de recours.

II. — Il faut même noter que l'appel est admis d'une façon plus large, en matière arbitrale qu'en matière ordinaire, en ce sens qu'à moins de stipulation contraire et de renonciation au droit d'appeler, les sentences arbitrales ne sont jamais en dernier ressort. C'est ainsi, par exemple, qu'alors même que le litige soumis aux arbitres et qui eût été de la compétence du juge de paix porterait sur une somme inférieure à 100 francs, le droit d'appel existerait. Et de même, le différend tranché par les arbitres et qui eût ressorti au tribunal de première instance, eût-il pour

objet une somme inférieure à 1,500 francs, l'appel serait encore recevable¹.

M. Crépon, dans son *Traité de l'appel*, t. 1, n° 155, se range à l'opinion générale, mais à regret. Il ne comprend pas que « la juridiction choisie le plus « ordinairement par les parties pour arriver plus « simplement et plus vite à une solution, soit précisément celle dont les décisions seront toujours et « quand même soumises aux complications et aux « délais de l'appel ». Et cet auteur ajoute : « En « réalité, nous croyons à une erreur de rédaction, « mais tant que cette rédaction demeure, elle entraîne comme conséquence la possibilité de l'appel « au regard de toute sentence arbitrale, quel que « soit le chiffre de la demande. »

III. — Si la loi ne dit pas, en termes explicites, que le droit d'appel est ouvert contre les sentences arbitrales, elle ne dit pas davantage, d'une façon expresse, dans quels délais, dans quelle forme l'appel doit être formé, et quels en seront les effets. Mais de deux textes du Code de procédure, de l'art. 1024 et de l'art. 1025, il ressort clairement que le législateur a voulu que l'on suivit, pour l'appel des sentences

1. Bordeaux, 22 février 1844. S. 44. 2. 659 ; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3370 bis ; Boitard, t. 2, n° 1188 ; Rub. de Couder, n° 322 ; Rouss. et Laisney, n° 449.

arbitrales, les mêmes principes que pour l'appel du droit commun. Ainsi l'art. 1024 dispose que « les « règles sur l'exécution provisoire des jugements « des tribunaux sont applicables aux jugements « arbitraux. » Ce texte contient notamment, d'après Boitard, t. 2, n° 1206, un renvoi implicite, aux art. 457, 135 et 449 C. proc. civ. Quant à l'art. 1025, il porte que « si l'appel est rejeté, l'appelant sera « condamné à la même amende que s'il s'agissait « d'un jugement des tribunaux ordinaires. » Ces deux textes indiquent nettement l'esprit de la loi et permettent d'étendre à l'appel des jugements arbitraux les principes applicables à l'appel des jugements ordinaires.

Cette extension est admise par les auteurs (V. spécialement Crépon, t. 2, n° 3866 *in fine*, en ce qui concerne l'appel incident, et Rodière, t. 2, p. 521, en ce qui concerne les délais d'appel). La Cour suprême a donné sa sanction à cette doctrine par un arrêt de la Chambre des requêtes du 15 novembre 1843 (S. 44. 1. 250), d'après lequel l'art. 648 C. com. qui répute affaires sommaires les appels des jugements consulaires, s'applique aux sentences arbitrales rendues en matière commerciale.

Nous n'avons donc qu'à renvoyer au droit commun, en ce qui touche les points indiqués ci-dessus. Nous

ne relèverons ici, dans trois paragraphes, que ce qui est spécial aux sentences arbitrales.

§ 1. — On sait que l'art. 449 C. proc. civ. interdit de former appel d'un jugement non exécutoire par provision, dans la huitaine à dater du jour du jugement, et déclare irrecevable l'appel interjeté dans ce délai : ce texte est sans aucun doute applicable aux sentences arbitrales. Mais la question s'est posée de savoir si le délai de huitaine pendant lequel il est impossible de relever appel, part du jour où la sentence a été rendue ou seulement de celui où l'ordonnance d'exequatur a été délivrée. La solution ne fait aucune difficulté si l'on recherche le but poursuivi par le législateur en édictant la disposition de l'art. 449. Il a voulu, par ce texte, mettre obstacle aux appels téméraires, formés *ab irato*. Les motifs si sages qui l'ont inspiré existent en matière arbitrale avec la même force qu'en matière ordinaire. Il est bon de laisser au plaideur condamné par les arbitres, le même délai de réflexion qu'à la partie qui a perdu son procès devant un tribunal de droit commun. Or, le sentiment de dépit et de colère que veut réprimer la loi, est produit par le prononcé de la sentence et ne se manifeste pas seulement quand l'ordonnance d'exequatur y est apposée. C'est donc du jour même

du jugement arbitral que court le délai de huitaine pendant lequel l'appel est impossible¹.

§ 2. — En matière arbitrale, comme en matière de jugements ordinaires, la signification de la sentence est nécessaire pour faire courir le délai d'appel. On s'est demandé si, pour la régularité de la signification, cette sentence doit être revêtue de l'ordonnance d'exequatur.

Sur ce point, deux opinions sont professées. Chauveau s. Carré, t. 6, q. 3370 *quater*, soutient que la signification suppose nécessairement que l'ordonnance d'exequatur a été apposée à la sentence. Selon cet auteur « l'appel ne peut être dirigé que contre un « jugement proprement dit, et la sentence arbitrale « ne doit être considérée comme telle que lorsqu'elle a été rendue exécutoire ». Mais on a répondu avec raison que la sentence existe dès qu'elle est rendue et possède le caractère de jugement avant même d'avoir été revêtue de l'ordonnance. Celle-ci n'a qu'un but : autoriser l'exécution. Mais peut-on dire que former appel, c'est exécuter la sentence? Evidemment non; dès lors, il faut admettre qu'il

1. Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3370 *quater*; Bioche, n° 543; Rub de Couder, n° 339; Rouss. et Laisney, n° 472.

peut être formé avant l'apposition de l'ordonnance sur le jugement arbitral¹.

§ 3. — *Tribunaux compétents pour connaître de l'appel des sentences arbitrales.* — Il faut distinguer la compétence *ratione materiæ* et la compétence *ratione personæ*.

I. — Quant à la première, l'art. 1023 C. proc. nous dit : « L'appel des jugements arbitraux sera
« porté, savoir : devant les tribunaux de première
« instance, pour les matières qui, s'il n'y eût point
« eu d'arbitrage, eussent été, soit en premier, soit
« en dernier ressort, de la compétence des juges de
« paix, et devant les Cours d'appel, pour les matières
« qui eussent été, soit en premier, soit en dernier res-
« sort, de la compétence des tribunaux de première
« instance. » Ce texte prévoit les deux hypothèses les plus fréquentes, celles où le litige soumis aux arbitres eût ressorti au juge de paix ou au tribunal de première instance. Mais des arbitres peuvent connaître aussi d'affaires qui eussent été de la compétence du conseil des prud'hommes ou de la compétence du tribunal de commerce. Devant quels tribunaux devra-t-on alors porter l'appel? Pour les

1. Dalloz, v° *Arbitrage*, n° 1257 ; Rub. de Couder, n° 339 ; Rouss. et Laisney, n° 477.

affaires qui eussent dû être soumises à un conseil de prud'hommes, le tribunal d'appel sera le tribunal de commerce¹, et pour celles qui eussent été de la compétence du tribunal de commerce, l'appel devra être soumis à la Cour d'appel².

II. — Compétence *ratione personæ*. — Cette deuxième compétence est fixée par le dépôt de la sentence arbitrale au greffe. Le tribunal d'appel compétent est celui dans le ressort duquel a été rendu et déposé le jugement arbitral.

III. — On s'est demandé si les parties pouvaient, par une clause du compromis, déroger aux règles précédentes sur les deux sortes de compétence. Nous écartons, sans hésiter, deux opinions qui admettent l'une, qu'une dérogation est toujours licite, même relativement aux règles de la compétence *ratione materiæ*; l'autre, qu'elle n'est jamais permise, même pour la compétence *ratione personæ*, parce que les parties doivent toujours respecter l'ordre des juridictions créé par la loi³. Nous ferons une distinction entre les deux sortes de compétences, et nous déciderons qu'une dérogation est licite pour la compétence *ratione personæ*, qui est établie exclusivement dans l'intérêt privé

1. Rouss. et Laisney, n° 478.

2. Carré et Chauv., t. 6, q. 3370; Rub. de Couder, n° 344.

3. Dans ce même sens : Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3370 *ter*.

des parties et qu'elle est, en principe, interdite pour la compétence *ratione materiæ* qui est d'ordre public ¹.

Nous disons, en principe, car les parties peuvent convenir que l'appel sera porté devant un nouveau tribunal arbitral, à condition de désigner d'avance les membres de ce tribunal d'appel (art. 1006, C. proc. civ.; Bioche, n° 553). On peut même dire qu'en ce cas, il n'y pas une véritable exception aux règles de la compétence *ratione materiæ*, puisque les tribunaux établis par la loi sont complètement mis de côté, et que le litige est au premier et au deuxième degré de juridiction, résolu par les juges choisis par les parties.

1. Carré, t. 6, q. 3370 *ter*; Bioche, n° 550; Boitard, t. 2, n° 1206; Rub. de Couder, n° 343; Rouss. et Laisney, n° 479; Lyon, 17 mai 1833. S. 33. 2. 412.

CHAPITRE II

VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES CONTRE LES SENTENCES ARBITRALES

Nous en avons donné l'énumération précédemment. Nous abordons immédiatement l'étude de ces diverses voies de recours, en consacrant une section spéciale à chacune d'elles.

PREMIÈRE SECTION

De la tierce opposition.

I. — On sait que la tierce opposition est un moyen accordé par l'art. 474 Cod. proc. civ., à ceux qui n'ont pas été parties dans une instance, pour faire tomber, à leur égard, le jugement rendu, en tant qu'il préjudicie à leurs droits. Cette voie de recours, possible contre les jugements ordinaires, l'est-elle également contre les sentences arbitrales ?

La question est résolue de deux façons différentes : 1° Dans un premier système, on n'admet pas la possibilité de se pourvoir contre une sentence arbi-

trale par voie de tierce opposition. Et cela pour deux raisons : *a.* La tierce opposition est inutile, puisqu'aux termes de l'art. 1022 C. proc. civ. : « les « jugements arbitraux ne pourront, en aucun cas, « être opposables à des tiers. » Admettre la tierce opposition, ce serait enlever sa raison d'être à cette disposition, qui a précisément pour but d'écarter cette voie de recours en matière d'arbitrage. Cette solution doit être admise, même dans le seul cas où la sentence arbitrale pourrait produire effet à l'encontre des tiers, c'est-à-dire quand la partie gagnante a pris inscription d'hypothèque sur les biens de son adversaire. Même dans cette hypothèse, dit Ruben de Couder, n° 272 « les tiers qui prétendent que la sentence est le résultat du dol ou de la fraude, ont le « droit de l'attaquer par voie de nullité principale, « comme ils attaqueraient tout acte fait en fraude de « leurs droits¹. » *b.* On ne pourrait pas mettre la tierce opposition en œuvre dans notre matière. Car l'art. 475 C. proc. civ., veut qu'elle soit portée au tribunal qui a rendu le jugement attaqué. Or les arbitres qui ont prononcé la sentence ne peuvent pas être juges de la tierce opposition puisque, d'une part, dès que la sentence est rendue, leurs pouvoirs sont

1. D. le même sens. Chauv., s. Carré, t. 6, q. 3368; Rouss. et Laisney, n° 368.

épuisés, et, d'autre part, des tiers ne sont pas tenus d'accepter la juridiction arbitrale ¹.

Cette doctrine a reçu la sanction de la Cour de cassation dans un arrêt du 23 janvier 1843 (Civ. cass., 23 janvier 1843, *J. du Pal.* 1843, I, 200), qui porte ce qui suit : « Attendu qu'aux termes de l'art. 1022 « C. proc. civ. les jugements arbitraux ne peuvent « être opposés aux tiers, et que ces jugements n'ont « pas plus de force à leur égard qu'une simple convention, souscrite à la même date, par les parties « qui ont compromis. »

Malgré ces imposantes autorités, nous nous rallions à la doctrine des jurisconsultes qui ont soutenu que la tierce opposition est recevable contre les sentences arbitrales; nous nous appuyons sur les deux motifs suivants : 1° Cette voie de recours peut être utile en cas de jugement arbitral comme en cas de jugement ordinaire, lorsqu'un tiers veut empêcher l'exécution de la sentence, même entre les parties entre lesquelles elle a été rendue; 2° il n'y a nul obstacle pratique à sa mise en œuvre. En effet, si la tierce opposition est incidente, on n'a qu'à se conformer aux prescriptions de l'art. 475, § 2, car il est évident que le tribunal auquel

1. Carré et Chauv., t. 6, q. 3367; Colmet-Daâge s. Boitard, t. 2, p. 695, note 1; Rodière, t. 2, p. 525; Bioche, n° 519; Rouss. et Laisney, nos 364 et 438; Rub. de Couder, nos 270 et 316.

elle est soumise, sera toujours égal ou supérieur à la juridiction arbitrale. Si la tierce opposition est principale, le droit commun de l'art. 475, qui veut qu'elle soit alors portée au tribunal qui a rendu le jugement attaqué, ne sera certainement pas applicable, puisque les arbitres, une fois la sentence prononcée, ne constituent plus un tribunal, et que les tiers opposants qui n'ont pas signé le compromis, ne peuvent être contraints de se soumettre à leur juridiction. Mais, de ce que le droit commun ne peut être suivi, il n'en résulte nullement l'impossibilité pratique de recourir à la tierce opposition. Et, l'un des partisans de ce système, Boitard, t. 2, n° 1205, enseigne qu'« elle sera portée au « tribunal auquel a été substitué le tribunal arbitral, » c'est-à-dire au tribunal de première instance ou à la Cour dont le président a rendu l'ordonnance d'exécution. Bourbeau, (t. 6, p. 723), fait en outre remarquer, à l'appui de cette solution, qu'elle n'est que l'application, par analogie, d'une règle que l'art. 1026 C. proc. civ. donne à propos de la requête civile.

II. — Si la tierce opposition est ouverte contre un jugement arbitral, il va de soi qu'elle ne l'est, comme en droit commun, qu'aux tiers, c'est-à-dire à ceux qui n'ont pas été parties à l'instance arbitrale et qui n'y ont pas été représentés. La question de savoir si l'on se trouve en présence d'un tiers ou d'un ayant cause,

offre de l'importance, notamment en cas de cession du droit qui a été l'objet du compromis et du jugement arbitral. Pour la trancher, il faut distinguer plusieurs hypothèses :

1° Un premier cas n'offre pas de difficultés; c'est celui où, antérieurement au compromis signé par le débiteur et le cédant, il y a eu tout à la fois cession du droit et signification de cette cession au débiteur cédé. Il est alors évident que le cessionnaire est un tiers, puisque le compromis a été l'œuvre de personnes qui n'avaient plus de droits sur la chose cédée, qui était l'objet du compromis.

2° On peut supposer, en second lieu, que la cession a été consentie postérieurement au compromis, et, qu'au jour du jugement arbitral, le cessionnaire du droit n'a pas encore rempli la formalité de la signification au débiteur cédé. Dans ce cas, le cessionnaire est l'ayant cause du cédant et la sentence arbitrale lui est opposable. Il ne pouvait, en effet, devenir un tiers, qu'en signifiant la cession au débiteur. Jusqu'à l'accomplissement de cette formalité, sa personne se confond avec celle du cédant, et le débiteur peut se prévaloir contre lui des droits que la sentence arbitrale lui a reconnus.

3° La troisième hypothèse, qui est celle où la cession, postérieure au compromis, a été signifiée au débiteur

avant le prononcé de la sentence, a donné lieu à une controverse. Dans une première opinion, on assimile le compromis aux modes d'extinction de la créance, tels que la novation, la compensation, la remise de dettes, que le débiteur cédé peut certainement invoquer à l'encontre du cessionnaire. On dit : sans doute, le compromis n'est pas un mode d'extinction totale de la créance comme ceux qui viennent d'être énumérés; mais il renferme cependant une renonciation partielle aux droits du créancier. Quand celui-ci signe un compromis, il perd le droit de poursuivre l'exécution de sa créance devant les juridictions ordinaires, or, son cessionnaire ou ayant cause ne peut avoir plus de droits que lui. Nous n'hésitons pas à repousser cette doctrine et nous admettons que le cessionnaire est un tiers, quand le prononcé de la sentence est postérieur à la signification de la cession. Il n'est pas, en effet, juridique d'assimiler le compromis à une remise de dette, à une novation, à une compensation. Ces modes d'extinction affectent la créance elle-même. Le compromis ne l'affecte pas. C'est une convention qui lie seulement ceux qui l'ont signée. Or, quand le cessionnaire du droit, s'est, par une signification au débiteur cédé, créé une personnalité légalement distincte de celle du cédant, ce dernier ne peut plus avoir aucune influence sur le droit dont il s'est dépouillé. Il

ne peut pas contraindre son cessionnaire, devenu un tiers, à se présenter devant les arbitres de son choix, à lui, cédant, et à renoncer à ses juges naturels. Sinon, il faudrait aller jusqu'à dire que, lorsque le compromis est expiré après la signification de la cession, il pourrait être prorogé par le cédant seul. Cela est inadmissible. La Cour suprême a donné l'appui de son autorité à ce deuxième système¹.

III. — Indiquons dans le même ordre d'idées, que le codébiteur solidaire et la caution sont des tiers vis-à-vis de leur codébiteur ou du débiteur principal, et qu'une sentence arbitrale rendue en vertu d'un compromis passé entre ceux-ci et le créancier ne peut leur être opposée.

DEUXIÈME SECTION

Du pourvoi en cassation.

Cette matière, en ce qui concerne les sentences arbitrales, est régie par la disposition finale de l'art. 1028 C. proc. civ. qui porte : « Il ne pourra y avoir « recours en cassation que contre les jugements des « tribunaux, rendus, soit sur requête civile, soit sur

1. Req., 7 juillet 1868. S. 1868. 4. 406; Req., 15 janvier 1873. S. 1873. 4. 23.

« appel d'un jugement arbitral ». De ce texte se dégagent donc deux règles : la première, c'est qu'une sentence arbitrale ne peut pas être directement attaquée par un pourvoi en cassation ; la seconde, c'est que le pourvoi est recevable contre les jugements des tribunaux rendus, soit sur requête civile, soit sur appel d'un jugement arbitral. Examinons ces deux règles dans deux paragraphes distincts.

§ 1

La loi n'autorise pas un pourvoi en cassation direct contre une sentence arbitrale. Sur quels motifs est basée cette exclusion?

Il y en a deux : 1° Le pourvoi en cassation n'est ouvert que contre les décisions en dernier ressort ; or, l'appel est, en principe, toujours possible contre les jugements arbitraux ; 2° la Cour suprême n'a pas pour mission de casser et d'annuler les décisions qui sont l'œuvre de simples particuliers, son rôle consiste à maintenir l'unité de la jurisprudence dans les tribunaux institués par la loi elle-même, (Req. 18 décembre 1810. S. 1811. 4. 86.)

La même solution est donnée par la jurisprudence, même quand le jugement arbitral est en dernier ressort, par suite de la renonciation des parties à l'appel. Il est, en effet, impossible de se soustraire à la

disposition générale de l'art. 1028, qui ne formule aucune distinction¹.

Un auteur, Boitard, t. 2, n° 1211, a vivement critiqué la solution qu'impose le texte de la loi, dans le cas où les parties ont renoncé à l'appel. D'après lui, il est des hypothèses où cette solution présente de graves inconvénients, quand, par exemple, la décision arbitrale est manifestement contraire au texte écrit de la loi. Mais, M. Glasson, s. Boitard (*loc. cit.* note), fait observer que la solution de la loi, en matière d'arbitrage, est conforme au droit commun. Le pourvoi en cassation ne peut être introduit que contre une décision à laquelle la loi elle-même a conféré le caractère de décision en dernier ressort. On doit notamment déclarer irrecevable un recours en cassation formé contre un jugement d'un tribunal civil, susceptible d'appel d'après la loi et auquel les parties ont donné le caractère de jugement en dernier ressort, en renonçant à l'appel, soit avant, soit après le jugement.

§ 2

Nous avons dit que le pourvoi en cassation était recevable contre les jugements rendus, soit sur

1. En ce sens trois arrêts de la Chambre des requêtes en date des 14 août 1810, 5 août 1813, 29 janvier 1818 cités par Dalloz, v° *Arbit.*, n° 1343; Req., 15 juillet 1829. S. 1829. 1. 315.

requête civile, soit sur appel d'un jugement arbitral. Ce pourvoi est soumis aux règles du droit commun, en ce qui touche notamment les formes et les délais, c'est-à-dire qu'il doit être introduit par une requête signée par l'avocat du demandeur en cassation, dans les deux mois du jour de la signification à personne ou à domicile du jugement qui est l'objet du recours. Les pouvoirs de la Cour de cassation sont, en notre matière, les mêmes qu'en matière ordinaire. La Cour n'est pas juge du fait, mais seulement du droit. Plusieurs applications de cette règle fondamentale ont été faites par la Cour suprême elle-même. C'est ainsi que la chambre des Requêtes, dans un arrêt du 28 février 1881 (S. 82. 1. 223), a reconnu aux juges du fait un pouvoir souverain pour interpréter un compromis et déterminer son étendue¹.

TROISIÈME SECTION

De la requête civile.

§ 1. — CAS D'OUVERTURE A REQUÊTE CIVILE.

La requête civile, qui est une voie de recours extraordinaire, ouverte aux parties contre les décisions en

¹ V. encore Req., 26 février 1856. S. 56. 1. 603; Req. 23 juin 1819. S. 1820. 1. 35.

dernier ressort, est, en principe, autorisée en matière d'arbitrage, dans les mêmes conditions que contre les jugements des tribunaux ordinaires. Cela résulte de l'art. 1026, § 1, C. pr. civ., dont le texte est ainsi conçu : « La requête civile pourra être
« prise contre les jugements arbitraux dans les dé-
« lais, formes et cas ci-devant désignés pour les
« jugements des tribunaux ordinaires. »

Mais cette assimilation de la requête civile, en notre matière, à la requête civile du droit commun n'est pas complète, ainsi que nous l'avons fait pressentir : 1° une première différence qui n'est pas formulée par le Code, résulte de la nature même de la requête civile. Nous venons de dire qu'elle est une voie de recours ouverte contre les décisions en dernier ressort. Or, on l'a vu, toutes les sentences arbitrales sont, en règle générale, susceptibles d'appel. Il n'y a d'exception qu'en cas de renonciation des parties à cette voie de recours. Ce n'est donc que dans ce dernier cas que la requête civile sera possible. On peut, par suite, poser en principe que son application sera plus rare contre les sentences arbitrales que contre les décisions ordinaires; — 2° Ce n'est pas la seule différence à noter. La loi elle-même, dans l'art 1027, apporte deux dérogations au droit commun. Cet article dispose, en effet : « Ne pourront

« cependant être proposés pour ouverture : 1^o l'observation des formes ordinaires, si les parties « n'en étaient autrement convenues, ainsi qu'il est « dit à l'art. 1009; 2^o le moyen résultant de ce qu'il « aura été prononcé sur choses non demandées, sauf « à se pourvoir en nullité, suivant l'article ci-après. »

1^{re} Exception. — C'est celle qui prohibe la requête civile en cas d'inobservation des formes ordinaires, si les parties n'en sont autrement convenues (art. 1027, § 1). Ce texte, conçu en termes obscurs, a donné lieu à deux interprétations différentes.

Dans une première opinion, on prétend qu'il est relatif au cas où les arbitres n'ont pas été dispensés de se conformer à la procédure ordinaire, et qu'il a pour but d'exclure la requête civile, même dans cette hypothèse. S'il ne visait, dit-on, que le cas où les arbitres ont été dispensés de suivre les formes ordinaires de la procédure, il serait complètement inutile, car cette solution résulte trop du sens commun pour que le législateur ait pris la peine de la formuler. (Boitard, t. 2, n° 1208.) Mais si la requête civile est exclue en cas d'inobservation des formes obligatoires pour les arbitres, quelle voie de recours sera alors ouverte? Boitard, *loc. cit.*, dit que ce sera la voie d'opposition à l'ordonnance d'exequatur, en vertu de l'art. 1028, § 1, C. pr. civ., d'après lequel cette

voie doit être employée contre le jugement rendu hors des termes du compromis. Les arbitres ont violé ce texte en ne remplissant pas les formalités légales. D'après un arrêt de Nîmes du 22 juillet 1833 (S. 34. 2. 203), les voies de recours ouvertes alors seraient l'appel et le pourvoi en cassation, si les parties n'y avaient pas renoncé.

Un second système soutient, au contraire, avec raison, que l'art. 1027, § 1, a simplement pour but d'exclure la requête civile dans le cas où les arbitres ont été dispensés de suivre les formes ordinaires de la procédure, mais qu'il l'autorise dans l'hypothèse inverse. Cette doctrine peut, en effet, invoquer des arguments sérieux : D'abord les travaux préparatoires de l'art. 1027. Sa rédaction primitive portait : « Ne pourront être proposés... l'inobservation des formes ordinaires, si les parties étaient convenues *d'une forme particulière*. » Cette formule ne visait pas le cas où les arbitres n'auraient pas l'obligation de se conformer à la procédure ordinaire, et c'est pour le régler également que la rédaction du texte définitif, tel qu'il est conçu, a été adoptée. Malgré son obscurité, il est certain que le législateur a voulu laisser la voie de la requête civile ouverte, quand les arbitres devaient observer les formes du droit commun. Ce système s'appuie, en outre, sur cette considération très

grave, que si la requête civile n'était pas permise dans cette hypothèse, l'inobservation des formes, quand elle est obligatoire, ne pourrait être l'objet d'aucune voie de recours. L'appel, en effet, ne serait pas possible, puisqu'on se trouve en face d'une sentence en dernier ressort. Et l'on ne pourrait pas recourir à la voie de l'opposition de l'art. 1028. Le § 1^{er} de cet article prévoit bien le cas où le jugement a été rendu sans compromis ou hors des termes du compromis, mais il est évident que cette hypothèse est complètement différente de la nôtre¹.

Deuxième exception. — Elle résulte du § 2 de l'art. 1027 qui exclut la requête civile, quand il a été prononcé sur choses non demandées, sauf à se pourvoir en nullité, suivant l'art. 1028. « L'on sent, en « effet, dit Boitard, t. 2, n° 1208, que pour le cas où « le jugement arbitral aurait statué *ultra petita*, le « vice de la décision est trop palpable pour qu'il soit « nécessaire d'invoquer la procédure coûteuse et « compliquée de la requête civile; la loi l'interdit « alors et indique aux parties un moyen beaucoup « plus simple, la voie de l'opposition. » La disposition de l'art. 1027, § 2, étant exceptionnelle, il faut l'appliquer littéralement. C'est ainsi, par exemple, que la

1. Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3371; Rodière, t. 2, p. 322; Bourbeau t. 6, p. 731; Bioche, n° 558; Rouss. et Laisney, n° 488.

requête civile sera possible quand il aura été adjugé à une partie plus qu'elle n'avait demandé. En effet, l'article 480, dans ses §§ 3 et 4, prend soin de distinguer deux moyens de requête civile, l'un, fondé sur ce qu'il a été prononcé sur choses non demandées, l'autre, sur ce qu'il a été adjugé plus qu'il n'a été demandé. Le législateur ayant ainsi lui-même distingué ces deux cas, il faut restreindre l'exception du § 2 de l'art. 1027 au premier de ces cas¹.

La requête civile est certainement ouverte aussi lorsque les arbitres ont omis de statuer sur certains chefs de conclusions².

Mais il faut observer que la requête civile ne serait pas admise si les arbitres avaient déclaré dans leur jugement qu'il n'y a pas lieu de prononcer sur les chefs qu'on prétend omis, puisqu'ils prouvent par cela même que leur examen a porté sur ces chefs³.

En dehors des exceptions posées par l'art. 1027, la requête civile est ouverte, en notre matière, dans les cas énumérés par l'art. 480, et, conformément à l'art. 1026, § 1, elle est alors soumise aux délais et aux formes du droit commun.

1. Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3373 bis ; Rouss. et Laisney, n° 493.

2. Besançon, 16 mai 1870. S. 72. 2. 106 ; Chauveau, *eod. loc.* ; Bioche, n° 560 ; Rodière, t. 2, p. 523 ; Rub. de Couder, n° 355 ; Rouss. et Laisney, n° 495.

3. Req., 30 décembre 1834. S. 35. 1. 194

§ 2. — TRIBUNAL COMPÉTENT POUR CONNAÎTRE DE LA REQUÊTE CIVILE, EN MATIÈRE ARBITRALE, ET POUVOIRS DE CE TRIBUNAL.

TRIBUNAL COMPÉTENT

Aux termes de l'art. 1026 C. proc. civ., la requête civile doit être portée devant le tribunal qui eût été compétent pour connaître de l'appel. Ce texte renvoie ainsi à l'art. 1023. Nous avons expliqué cette disposition en étudiant l'appel. Mais on remarquera qu'elle n'est applicable qu'au cas où les parties ont remplacé, tout en renonçant à l'appel, par le tribunal arbitral, la juridiction du premier degré. Un autre cas est possible, c'est celui où la sentence arbitrale est rendue sur appel. La loi ne l'a pas prévu. Quel sera, dans cette hypothèse, le tribunal compétent pour connaître de la requête civile? Nous estimons, avec Bourbeau, t. 6, p. 735, « que la requête civile sera
« portée devant le tribunal ou la Cour qui eussent été
« compétents pour exercer leur juridiction, s'il n'y eût
« pas eu d'arbitrage. » Par suite, le tribunal compétent sera le tribunal de première instance, si les parties ont compromis sur l'appel d'une sentence du juge de paix, ou sur l'appel d'une décision d'arbitres rendue dans une matière qui eût ressorti à un juge de paix. Ce sera le tribunal de commerce, si le compro-

mis a porté sur l'appel d'une décision d'un conseil de prudhommes, ou sur l'appel d'une sentence arbitrale qui eût dû être soumise à cette juridiction. Ce sera enfin la Cour d'appel, si le compromis a eu pour objet l'appel d'un jugement de tribunal de première instance ou d'un tribunal de commerce.

POUVOIRS DU TRIBUNAL SAISI DE LA REQUÊTE CIVILE

En droit commun, la procédure de la requête civile se décompose en deux parties : une première décision du tribunal compétent pour statuer sur cette voie de recours rétracte, casse, s'il y a lieu, la sentence attaquée : cette première décision s'appelle le *rescindant*. Par une deuxième décision, le même tribunal remplace la sentence annulée : c'est le *rescisoire*. En notre matière, la question s'est posée de savoir si le tribunal saisi de la requête civile formée contre un jugement arbitral est à la fois juge du rescindant et du rescisoire, ou si, après avoir rétracté et annulé la sentence qui lui a été déférée, il doit renvoyer le rescisoire à une autre juridiction. Boitard (t. 2, n° 1207) a soutenu, en s'appuyant sur l'art. 502. C. proc. civ., que le rescisoire doit être soumis au tribunal arbitral lui-même, si ses pouvoirs ne sont pas expirés, ou, dans le cas contraire, au tri-

bunal qui eût été compétent pour connaître de l'affaire s'il n'y eût pas eu de compromis. Mais cette opinion est à bon droit repoussée par la majorité des auteurs. Car, d'une part, l'art. 502 qui en est la base porte que « le fond de la contestation sur laquelle « le jugement rétracté aura été rendu, sera porté au « même tribunal qui aura statué sur la requête « civile », c'est-à-dire que c'est au même tribunal qu'il donne compétence à la fois pour le rescindant et pour le rescisoire. D'autre part, presque toujours, et Boitard lui-même le reconnaît, les pouvoirs des arbitres seraient expirés quand il faudrait statuer sur le rescisoire. Il est donc conforme au texte de la loi et aux nécessités de la pratique d'attribuer au tribunal saisi de la requête civile compétence pour le rescisoire aussi bien que pour le rescindant¹.

Cette règle s'appliquerait également dans le cas où, selon la volonté des parties, autorisées par le texte de l'art. 1010 C. proc. civ., la requête civile serait portée devant un tribunal arbitral. Mais cette volonté, remarquons-le, ne pourrait pas être exprimée dans le compromis primitif; ce serait violer l'art. 1006 C. proc. qui exige la désignation de l'objet litigieux. Or, à ce moment, on ne peut ni supposer ni prévoir un cas de

1. Lyon, 31 août 1825. S. 1826. 2. 498; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3373 *ter*; Colmet-Daâge s. Boitard, t. 2, p. 699, note 1.

requête civile. Elle ne pourrait l'être qu'après le prononcé de la sentence et précisément pour soumettre la requête civile à un second tribunal arbitral.

QUATRIÈME SECTION

Action en nullité de la sentence arbitrale formée par voie d'opposition à l'ordonnance d'exécution.

Cette voie de recours est spéciale aux sentences arbitrales. Bien que la loi l'ait qualifiée d'opposition, elle ne présente aucune analogie avec l'opposition ouverte contre les décisions rendues par défaut, à ceux qui n'ont été ni appelés ni entendus dans une instance. L'opposition à l'ordonnance d'exécution est, au contraire, une voie de recours accordée par la loi à ceux qui ont été parties au compromis et à l'instance arbitrale, et à eux seuls, puisque la loi, dans le texte exceptionnel de l'art. 1028, ne parle que des parties¹.

Mais si les tiers n'ont pas le droit de former l'opposition de l'art. 1028, ils ont la faculté, en vertu même du droit commun, d'intervenir devant le tribunal saisi de cette voie de recours.

1. Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3389 bis; Rub. de Couder, n° 389; Rouss. et Laisney, n° 557.

Il faut aussi avoir soin de distinguer l'opposition de l'art. 1028, qui tend à faire tomber la sentence arbitrale elle-même, d'avec l'opposition formée, seulement contre l'ordonnance d'*exequatur*, qui n'a pour but que de faire rétracter cette dernière, sans toucher en rien à la validité de la sentence. Nous étudierons cette seconde opposition au chapitre IV, où il sera question des voies de recours contre l'ordonnance d'*exequatur*.

Signalons enfin toute une série de différences entre l'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* et les autres voies de recours précédemment mentionnées : l'appel et la requête civile.

Cette voie de recours présente, d'abord, des différences avec l'appel, en ce que ce dernier est, sauf renonciation, de droit commun, en matière arbitrale, tandis que l'opposition n'est possible que dans des cas limitativement fixés. En outre, l'appel est basé sur un mal jugé et ne porte pas sur l'existence et la validité de la sentence. L'opposition, au contraire, s'en prend au caractère même de celle-ci. En second lieu, l'opposition diffère de la requête civile, en ce qu'elle est toute spéciale à l'arbitrage, tandis que la requête civile, destinée à sanctionner les formalités de la procédure, n'a rien de particulier à cette matière, et est ouverte contre tous jugements et sentences en

dernier ressort. Enfin l'opposition diffère à la fois de l'appel et de la requête civile, en ce que : 1° la loi a déterminé les délais dans lesquels on doit recourir à l'appel et à la requête civile ; elle n'a pas fixé ceux de l'opposition ; 2° l'opposition, action en nullité introductive d'une instance nouvelle, donne ouverture à deux degrés de juridiction ; l'appel et la requête civile n'autorisent, au contraire, qu'une seule décision ; 3° par l'appel et la requête civile, la sentence attaquée est non seulement réformée ou rétractée, mais remplacée par une autre. L'opposition, elle, n'a qu'un but, la nullité de la sentence. Le tribunal qui en est saisi ne remplace pas, par sa propre décision, celle qu'il annule en tout ou en partie. Il joue, en quelque sorte, en pareil cas, le rôle de la Cour de cassation pour les matières ordinaires ; et le litige doit être porté, s'il y a lieu, à un autre tribunal, soit sur tous les chefs, en cas d'annulation totale, soit seulement sur ceux qui ont été annulés, en cas d'annulation partielle.

Nous avons dit : s'il y a lieu. En effet, on verra que dans les premier, deuxième et cinquième cas d'opposition prévus par l'art. 1028, la nullité prononcée implique qu'en réalité, il n'y avait pas de compromis, pas de litige soumis aux arbitres. Le prononcé de la nullité suffit, il ne peut être question du renvoi devant un autre tribunal. Il en est autrement dans les troi-

sième et quatrième cas, où la sentence est annulée pour excès de pouvoir des arbitres, mais pour excès de pouvoir résultant d'un vice de forme. Il y avait un compromis valable, un litige réellement soumis aux arbitres. La nullité de la sentence ne suffit plus : le litige doit être tranché ; il faut le renvoyer à un tribunal. Quel sera ce tribunal ? Nous pensons que ce sera le tribunal arbitral, si l'on est encore dans les délais du compromis. Sinon ce sera un nouveau tribunal arbitral, si un second compromis est signé. A défaut de celui-ci, la juridiction compétente sera celle qu'avait remplacée le tribunal arbitral. L'opposition de l'art. 1028 étant ainsi nettement distinguée des autres voies de recours, passons à l'étude des différentes questions qui se posent à son sujet.

§ 1. — CAS DANS LESQUELS LA LOI PERMET L'OPPOSITION
A L'ORDONNANCE D'EXECUTUR.

Ils sont énumérés par l'art. 1028 dans les termes suivants : « Il ne sera besoin de se pourvoir par
« appel ni requête civile dans les cas suivants : 1° Si
« le jugement a été rendu sans compromis ou hors
« des termes du compromis ; 2° s'il l'a été sur com-
« promis nul ou expiré ; 3° s'il n'a été rendu que par
« quelques arbitres non autorisés à juger en l'absence

« des autres ; 4° s'il l'a été par un tiers, sans en avoir
 « conféré avec les arbitres parlagés; 5° enfin, s'il a
 « été prononcé sur choses non demandées. Dans tous
 « ces cas, les parties se pourvoiront par opposition à
 « l'ordonnance d'exécution devant le tribunal qui
 « l'aura rendue, et demanderont la nullité de l'acte
 « qualifié jugement arbitral. » Ruben de Couder
 (n° 370) explique très bien les motifs qui ont porté le
 législateur à créer l'opposition spéciale de l'art. 1028.
 « C'est, dit-il, dans les compromis mêmes et exclusi-
 « vement que cette action prend naissance. Les
 « arbitres ont reçu des parties qui les ont choisis, une
 « juridiction limitée, en dehors de laquelle ils sont
 « sans pouvoir; s'ils s'en écartent, soit par oubli, soit
 « par ignorance des règles, ou par abus de leur man-
 « dat, il leur faut un moyen prompt, spécial et efficace
 « d'empêcher que l'acte qu'ils qualifient jugement
 « arbitral, ne puisse être exécuté. Leur décision
 « n'étant pas alors un jugement, il faut pouvoir la
 « faire annuler sans recourir aux formalités prescrites
 « pour la réformation des jugements ordinaires. Pour
 « atteindre ce but, le législateur autorise les parties à
 « former opposition à l'ordonnance d'exequatur, et à
 « demander, devant le tribunal de première instance,
 « la nullité de la décision arbitrale. »

L'énumération de l'art. 1028 est limitative; car la

voie de recours qu'il établit est tout à fait exceptionnelle et spéciale à l'arbitrage¹.

Les cinq cas dans lesquels l'opposition à l'ordonnance d'exequatur est ouverte, ne présentent aucune difficulté. Nous ferons de brèves observations sur chacun d'eux.

Premier cas. — Sentence rendue sans compromis ou hors des termes du compromis. Une sentence est rendue sans compromis, dans deux cas, lorsqu'un acte de cette nature n'a pas été signé, et lorsque la preuve n'en peut être fournie, ce qui équivaut, en droit, à son inexistence. Une sentence est rendue hors des termes du compromis, lorsque, cet acte existant et étant prouvé, les arbitres en ont enfreint les stipulations formelles, soit en tranchant une question qui ne faisait pas l'objet du compromis, soit en s'attribuant, sans convention expresse, des pouvoirs qui ne sont pas de l'essence de cet acte. C'est ainsi, par exemple, que le droit de statuer sur la récusation de l'un d'eux, n'appartient aux arbitres que quand il leur a été formellement attribué, et la Cour de cassation (Civ. cass., 1^{er} juin 1812. S. 1812. 1. 349) a décidé, qu'en l'absence de cette clause, la voie de l'opposition est ouverte contre le jugement arbitral

1. Chauv. s. Carré, t. 6, n° 3386 bis; Rodière, t. 2, p. 523; Bioche, n° 567; Rub. de Couder, n° 377; Rouss. et Laisney, n° 520.

statuant sur une récusation. Nous n'avons pas besoin de rappeler que l'inobservation des formes de la procédure est un cas de requête civile, et non d'opposition à l'ordonnance d'exequatur. La Cour de cassation a fait une application de cette règle dans un arrêt du 8 janvier 1845 à propos du défaut de motifs. (Req., 8 janvier 1845, S. 45. 1. 185.)

Deuxième cas. — *Sentence rendue sur compromis nul ou expiré.* 1° L'opposition est ouverte, quelle que soit la cause de nullité du compromis; qu'elle tienne à la qualité des arbitres¹ ou à celle des parties²; qu'elle résulte de la nullité de la convention même sur l'exécution de laquelle il a été compromis³; que la nullité vienne de ce que la contestation sur laquelle il a été compromis n'était pas susceptible d'arbitrage⁴, ou enfin qu'elle existe par suite de l'absence de l'une des conditions nécessaires à la validité du compromis. Dans ces divers cas, la voie de l'opposition est ouverte à l'exclusion du pourvoi en cassation⁵.

1. V. Lyon, 1^{er} avril 1846. S. 1847. 2. 126.

2. V. Montpellier, 17 juillet 1827, cité par Dalloz, v^o Arbit., n^{os} 229 et 1306.

3. Civ. cass., 9 janvier 1854, S. 1856. 1. 122; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3386 bis.

4. Req., 7 novembre 1865. S. 1866. 1. 113.

5. Req., 18 décembre 1810. S. 1811. 1. 86.

2° La sentence est rendue sur compromis expiré, lorsque les délais fixés par la convention ou la loi sont écoulés, au moment où elle intervient.

Troisième cas. — Il suffit de l'indiquer ; c'est celui où la sentence arbitrale a été rendue par quelques-uns des arbitres non autorisés à juger, en l'absence des autres. Il y a là, en effet, un abus de pouvoir bien caractérisé.

Quatrième cas. — L'hypothèse prévue par le § 4 de l'art. 1028 ne fait non plus aucun doute : quand le jugement arbitral a été rendu par un tiers arbitre sans qu'il ait conféré avec les arbitres partagés, l'opposition est recevable. Mais on peut prévoir le cas où le tiers arbitre, tenu, aux termes de l'art. 1018 § 2, de se conformer à l'un des avis des autres arbitres, n'observe pas cette prescription, et, tout en ayant conféré avec les arbitres partagés, émet un avis nouveau. La voie de l'opposition serait-elle encore possible? Carré et Chauveau, t. 6, q. 3388, répondent affirmativement, et avec raison, car, en ce cas, le tiers a décidé hors des termes du compromis, et jugé seul sans y être autorisé.

Cinquième cas. — *Sentence rendue sur choses non demandées*, c'est-à-dire quand les arbitres prononcent une condamnation sans qu'il y ait été conclu. On trouve une application de cette règle dans un arrêt de

la Cour de Paris du 26 janvier 1839, *J. du Pal.*, 1839.

2. 302. La Cour admet l'opposition parce que les arbitres avaient substitué un mode d'exécution de leur jugement à celui qui avait été réclamé par les compromettants.

§ 2. — PROCÉDURE ET COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'OPPOSITION.

Délais. — La loi ne fixe pas les délais dans lesquels l'opposition doit être formée. Chauveau, t. 6, q. 3381, en donne la raison suivante. D'après lui, cette voie de recours « suppose la privation des caractères « essentiels du jugement en raison des règles spéciales de l'arbitrage. La loi n'avait donc pas à fixer « de délai dans lequel elle dût être intentée à peine « de déchéance; car, là où il n'existe pas de jugement, l'exécution de l'acte qualifié de ce nom peut « toujours être entravée. » A défaut d'un délai spécial, l'opposition peut être formée pendant trente ans à compter du jour de l'ordonnance d'exequatur¹.

Formes. — L'opposition de l'art. 1028 doit être introduite par exploit d'ajournement rédigé selon les prescriptions de l'art. 61 C. proc. civ. et contenant, notamment, une constitution d'avoué. Cette opposi-

1. Nîmes, 25 juillet 1842. *Journ. d. Pal.*, 1842. 2. 241; Carré et Chauv., t. 6, q. 3381; Rodière, t. 2, p. 524; Rub. de Couder, n° 383; Rouss. et Laisney, n° 550.

tion est, en effet, introductive d'instance (Carré et Chauveau, t. 6, q. 3384.)

On s'est demandé si la partie qui forme opposition doit, sous peine de déchéance, présenter, dans une seule et même instance, tous les moyens de nullité dont elle peut faire grief au jugement arbitral. L'affirmative est imposée par les principes sur l'autorité de la chose jugée. En effet, si un moyen isolé est présenté contre la sentence et qu'il soit rejeté, la validité de la décision arbitrale ne peut plus être remise en question par les mêmes parties, bien que le moyen de nullité invoqué soit nouveau; car, la nouveauté du moyen n'empêcherait pas l'identité de la demande¹.

Il suffit, pour la recevabilité de tous les moyens, que ceux-ci soient présentés dans le cours de l'instance et avant le jugement définitif. Il existe même un arrêt de la Cour de cassation du 7 novembre 1843, (*Gaz. des trib.*, 11 novembre 1843) qui admet, même en appel et pour la première fois, la recevabilité des moyens nouveaux.

Tribunal compétent. — Il est fixé par l'avant-dernier paragraphe de l'art. 1028, qui porte : « Les parties se pourvoiront par opposition à l'ordonnance d'exécution, devant le tribunal qui l'aura rendue, et deman-

¹ 1. Civ. cass., 29 janvier 1821. S. 1821. 1. 309; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3382 bis; Rouss. et Laisney; Rub. de Couder, n° 394.

« deront la nullité de l'acte qualifié jugement arbitral ». La loi a voulu dire : devant le tribunal dont le président a rendu l'ordonnance. Cela n'est pas douteux. Il résulte de ce texte que si les parties ont compromis sur appel, l'ordonnance étant rendue par le président de la Cour, l'opposition doit être portée *de plano* devant la Cour (Bourbeau, t. 6, p. 705). Le tribunal saisi de l'opposition doit se conformer aux règles de la procédure ordinaire et aux pouvoirs qui lui appartiennent en droit commun.

EFFET SUSPENSIF PRODUIT PAR L'INTRODUCTION DE L'OPPOSITION

Nous devons maintenant rechercher si l'opposition régulièrement intentée est suspensive de l'exécution. Deux arrêts de la Cour de Paris (14 sept. 1808. S. 1808. 2. 283 — et 14 mars 1825, *Journ. du Pal.*, t. 13, p. 944) ont répondu négativement, sous prétexte que l'opposition de l'art. 1028 est, comme la requête civile, une voie de recours extraordinaire. Mais l'affirmative a justement rallié presque tous les auteurs et plusieurs arrêts l'ont également adoptée. Il est, en effet, de principe, qu'à moins d'un texte formel, les voies de recours produisent un effet suspensif. Or, il n'y en a pas qui apporte une exception à cette règle pour notre voie de recours. D'autre part, qu'aurait voulu

dire la loi, en qualifiant cette dernière d'opposition à l'ordonnance d'exequatur, si elle n'avait pas eu précisément l'intention de lui attribuer un effet suspensif? « Que serait-ce, dit Carré, t. 6, quest. 3386, qu'une opposition à une ordonnance d'exécution qui ne pourrait « ni prévenir, ni arrêter cette exécution? Ce serait un « acte insignifiant et évidemment mal qualifié¹. »

§ 3. — EFFETS DU JUGEMENT QUI ADMET L'OPPOSITION
ET DES VOIES DE RECOURS CONTRE CE JUGEMENT.

Nous venons de voir que l'opposition régulièrement introduite produit un effet suspensif. Recherchons maintenant quels sont les effets, non plus de l'opposition intentée, mais de l'opposition admise et de la nullité prononcée par le tribunal compétent. Cette nullité frappe-t-elle toute la sentence, ou ne l'atteint-elle que sur les chefs qui ont été visés par l'opposition? Il va de soi que la sentence entière tombe quand elle est attaquée dans sa substance même. C'est ce qui a lieu quand le moyen d'opposition est fondé sur l'absence, la nullité ou l'expiration du compromis, ou sur ce fait que le jugement a été prononcé par quelques-uns des arbitres seulement, non autorisés à juger en l'absence des autres. La question ne prête à

1. Dans le même sens Chauveau, *loc. cit.*; Boitard, t. 2, n° 1210; Rub. de Couder, n° 395; Rouss. et Laisney, n° 564.

discussion que lorsque l'opposition n'affecte qu'une partie du jugement arbitral, par exemple, quand les arbitres ont statué hors des termes du compromis ou sur choses non demandées, et que dès lors la sentence est attaquée seulement sur les points pour lesquels les arbitres ont excédé leurs pouvoirs.

On a soutenu, même dans cette seconde hypothèse, que la nullité est indivisible et qu'elle frappe le jugement arbitral en son entier. Les principaux arguments qu'on invoque à l'appui de cette thèse sont les suivants : 1° Les arbitres ont été choisis comme mandataires, à raison de la confiance qu'ils inspiraient aux parties. Or la confiance est indivisible et communique forcément ce caractère à la décision rendue ; 2° les termes de l'article 1028 sont on ne peut plus probants en faveur de l'indivisibilité, ajoute-t-on, puisqu'il ne parle que de la nullité du jugement arbitral et qu'il implique par là que lorsque cet acte est annulé il doit l'être pour le tout¹.

Ces arguments ne résistent pas à un examen attentif. En ce qui est du premier, si l'on conçoit que la sentence soit annulée pour le tout, lorsque l'intention non douteuse des parties était d'obtenir un jugement

1. V. Aix, 27 avril 1839, et jugement de Tarascon du 25 janvier 1839. D. v° *Arbit.*, n° 244, note 1 ; Paris, 2 juillet 1835. D. *eod.* v°, n° 1339, note 4 ; Carré, t. 6. q. 3383.

sur tous les chefs qui étaient soumis aux arbitres, parce que cette nullité, totale, indivisible, n'est alors qu'un effet du compromis lui-même, et ne résulte pas de la nature de la sentence, il n'en peut être de même, dans l'hypothèse prévue, c'est-à-dire lorsque les arbitres ont statué, non seulement sur tous les chefs qui leur étaient soumis, mais sur des points qu'ils n'avaient pas mission de juger. En ce cas, ils n'ont pas trahi la confiance des parties et l'excès de pouvoir qu'ils ont commis ne doit pas porter atteinte à la validité de la partie de la décision légalement rendue, puisque, comme le dit la Cour de cass. dans un arrêt du 28 juillet 1852 (D. 52.1.236), « l'annulation de la décision entachée d'*ultra petita* a pour « résultat de ramener la sentence dans les limites du « compromis ». Quant au motif tiré du texte de l'art. 1028, il n'a pas la force qu'on veut lui attribuer : « On argumenterait vainement, porte le même arrêt, « soit du caractère général des quatre premiers cas « de nullité énumérés dans cet article, soit des mots : « acte qualifié jugement arbitral, qui le terminent, « pour induire la pensée d'une nullité indivisible : « attendu que, d'une part, le premier de ces cas, comme « le dernier, comportent une nullité partielle, et, « d'autre part, que le mot jugement doit être entendu, « selon le langage du droit, de chaque chef de déci-

« sion, statuant sur chaque partie distincte du litige, « et non pas seulement de l'ensemble de tous ses « chefs. » Ajoutons que le principe de la divisibilité résulte à l'évidence de la combinaison de deux textes du C. proc. civ., l'art. 482 et l'art. 1026. D'après ce dernier : « la requête civile pourra être prise « contre les jugements arbitraux, dans les délais, « formes et cas ci-devant désignés pour les juge- « ments des tribunaux ordinaires ». Il renvoie donc à l'art. 482 qui dispose : « S'il n'y a ouverture que « contre un chef de jugement, il sera seul rétracté, « à moins que les autres n'en soient dépendants. » Les divers chefs des sentences arbitrales seraient donc divisibles, quand on attaquerait celles-ci par la requête civile ; ils seraient indivisibles quand on userait de la voie de l'opposition de l'art. 1028. Mais où est la raison de faire cette distinction ? où est le texte qui l'établit ?

Ce n'est pas, d'ailleurs, de la seule combinaison des art. 482 et 1026 que ressort la divisibilité des sentences arbitrales. Celle-ci résulte du caractère même des arbitres. Ils sont à la fois mandataires et juges. Or, les actes des mandataires sont divisibles (art. 1998, C. civ.), et il est à peine besoin de dire que les actes des juges, c'est-à-dire les jugements, le sont également. Les sentences arbitrales sont de véritables juge-

ments, et à moins d'un texte formel qui n'existe pas, il faut leur appliquer, comme à toutes décisions judiciaires, la règle : *tot capita, tot sententiæ*¹.

Il y aurait toutefois une exception à la règle que nous venons de poser, et la sentence serait nulle pour le tout s'il y avait indivisibilité entre le chef annulé et les autres dispositions de la sentence; mais c'est là un effet de l'objet du litige et non de la sentence elle-même².

Voies de recours contre le jugement qui admet l'opposition. — Nous avons dit que l'opposition à l'ordonnance d'exécution est une action en nullité intentée contre la sentence arbitrale. Nous avons aussi fait remarquer qu'elle s'introduit, comme une action ordinaire, par voie d'ajournement. L'assimilation n'existe pas à ce seul point de vue, et l'opposition de l'art. 1028, formée, comme toutes les actions, est, comme elles aussi, l'objet d'un jugement soumis à toutes les conditions de validité exigées et à toutes les voies de recours

1. Req., 17 juin 1868. S. 68. 1. 293; Req., 29 décembre 1862. D. 63. 1. 164, et S. 63. 1. 81; Req., 28 juillet 1852. D. 52. 1. 236 précité; Chauveau, t. 6, q. 3383; Bioche, n° 591; Bourbeau, t. 6, p. 703, Rub. de Couder, n° 401; Rouss. et Laisney, n° 571.

2. V. Arrêts précités du 2 juillet 1877 et du 29 décembre 1862; Caen, 22 novembre 1872. S. 73. 2. 280; Rub. de Couder, nos 268 et 401; Rouss. et Laisney, n° 572,

admises pour les jugements ordinaires. Ce jugement peut être l'objet d'une opposition, s'il a été rendu par défaut (Bourbeau, t. 6, p. 704). L'appel est aussi recevable contre lui dans les conditions requises pour l'appel du droit commun, et non dans les conditions spéciales à l'appel des jugements arbitraux. C'est ainsi que l'appel contre le jugement statuant sur l'opposition ne serait possible que si le litige soumis aux arbitres et qui eût été du ressort du juge de paix ou du tribunal civil avait porté sur une somme supérieure à 100 francs dans le premier cas, à 1,500 francs dans le second, bien que, dans l'un et l'autre cas, l'appel contre la sentence arbitrale elle-même fût recevable.

Mais par quel acte doit être déterminé le taux du premier ressort? Est-ce par le jugement dont est appel, ou par la sentence arbitrale? N'est-ce pas plutôt par les conclusions prises devant les arbitres, ou, à défaut de conclusions, par le compromis? C'est dans ce dernier sens que s'est prononcée la Cour de Caen, dans l'arrêt précité du 22 novembre 1872, en disant très justement « que c'est la demande, telle qu'elle est soumise aux arbitres, qui constitue le litige. »

Enfin, le pourvoi en cassation serait également ouvert dans les conditions du droit commun, contre le jugement en dernier ressort ou contre l'arrêt statuant sur l'opposition.

§ 4. — DU CUMUL DE L'OPPOSITION ET DE L'APPEL.

Lorsqu'une sentence arbitrale pourrait être attaquée soit par l'appel, pour mal jugé, soit par l'opposition, pour l'une des causes indiquées par l'art. 1028, est-il possible d'user de ces deux voies de recours? La solution de la question dépend de l'ordre dans lequel elles sont intentées. Si l'appel est formé avant l'introduction de l'opposition, comme l'appelant ne conteste pas le caractère même de la sentence, qu'il en reconnaît l'existence et la validité, et qu'il prétend seulement qu'elle contient un mal jugé, il est évident qu'il ne peut plus, après avoir employé d'abord cette voie de recours, faire usage de l'opposition. Son appel renferme une renonciation tacite au droit d'attaquer la décision arbitrale dans son caractère même. Il n'y aurait exception à cette règle que si l'acte d'appel contenait réserve expresse du droit de former opposition, ou si l'appel était nul et non avenue¹, ou enfin si l'opposition était fondée sur un moyen d'ordre public; car, en ce cas, aucune renonciation, ni expresse, ni tacite, comme celle qui résulte de la formation de l'appel, n'est possible².

1. Civ. rej., 27 mai 1818. S. 1819. 1. 421.

2. Amiens, 4 janvier 1843. S. 43. 2. 368 (arrêt rendu en matière de compétence *ratione materiæ*).

Mais si l'appel n'est pas introduit en première ligne, si l'opposition a d'abord été formée et rejetée, rien n'empêche de recourir ensuite à l'appel dont le but et la cause diffèrent si profondément des causes et du but de l'opposition.

Cette seconde solution fait naître une autre question. Si l'appel est encore possible après le jugement qui a statué sur l'opposition, doit-on suspendre les délais d'appel jusqu'au prononcé de ce jugement, ou faut-il décider qu'ils courent, comme en droit commun, du jour même de la signification de la sentence?

La solution précédemment donnée, et qui consiste à dire que l'appel interjeté avant l'opposition contient une renonciation tacite à cette dernière voie de recours, semblerait impliquer que les délais d'appel doivent être suspendus. En effet, si on les fait courir du jour de la signification, on oblige le compromettant condamné, soit à renoncer à l'opposition, soit à renoncer à l'appel, s'il veut ne pas perdre son droit à former opposition. Nous repoussons cependant cette doctrine, et nous estimons que les délais d'appel ne doivent pas être suspendus pour les deux motifs suivants : c'est, d'abord, qu'il est impossible d'admettre, sans un texte formel, une pareille dérogation au droit commun, et en second lieu, que le danger que l'on

redoute n'est pas à craindre, puisque la partie qui interjette appel n'a, pour conserver son droit à l'opposition, qu'à faire des réserves dans l'acte d'appel¹.

CINQUIÈME SECTION

De la prise à partie.

La prise à partie est moins une voie de recours contre une décision judiciaire que contre les juges qui l'ont prononcée. Elle est accordée, en matière ordinaire, à un plaideur contre un juge pour obtenir une indemnité, quand une faute de celui-ci lui a causé un préjudice. La prise à partie est-elle possible contre les arbitres? Sur cette question, deux opinions sont en présence :

On soutient, dans un premier système, que les arbitres n'ont le caractère de juges qu'en vertu d'un choix fait par des particuliers, et que, dès lors, pour établir leur responsabilité, il faut s'en tenir aux règles ordinaires du mandat, et non pas suivre celles que la loi a posées pour les juges institués par elle. Les arbitres ne peuvent, dans ce système, être exposés qu'à une simple action ordinaire en dommages-inté-

1. Rub. de Couder, n° 337 ; Rouss. et Laisney, 471.

rêts, lorsqu'ils ont causé, par une faute, un préjudice aux plaideurs¹.

Dans une deuxième opinion, qui nous paraît préférable, on déclare la prise à partie admissible. Les arbitres sont, il est vrai, des juges d'exception, ce sont néanmoins des juges, et s'ils ne tiennent pas leurs pouvoirs directement de la loi, il faut reconnaître, en dernière analyse, que les compromettants n'ont pu les leur conférer qu'en vertu d'une permission expresse du législateur. Dès lors, dans le silence du Code, il faut décider que les arbitres peuvent être pris à partie comme tous les juges².

1. Agen, 27 août 1845. S. 1849. 2. 479; Chauv. s. Carré, t. 4, §. 1801 bis; Boitard, t. 2, n° 736; Rub. de Couder, n° 321; Rouss. et Laisney, n° 444.

2. Civ. cass., 7 mai 1817. S. 1817. 1. 247, en matière d'arbitrage forcé; Req., 12 février 1850. S. 51. 1. 97, pour l'arbitrage volontaire; Rodière, t. 2, p. 524.

CHAPITRE II

FINS DE NON-RECEVOIR CONTRE LES DIVERSES VOIES DE RECOURS ADMISES EN MATIÈRE DE SENTENCES ARBITRALES

On peut ranger les fins de non-recevoir en deux classes : 1° Celles qui mettent obstacle à toutes les voies de recours et que l'on peut appeler absolues; 2° celles qui ne mettent obstacle qu'à des voies de recours déterminées, et que nous appelons relatives.

§ 1. — FINS DE NON-RECEVOIR ABSOLUES.

Les principales d'entre elles sont : 1° l'incompétence. Toute voie de recours, quelle qu'elle soit, portée contre un jugement arbitral devant un tribunal incompétent, peut, dans certains cas, et doit, dans d'autres, être écartée par une fin de non-recevoir. Les art. 169 et 170 C. proc. civ. sont, en effet, applicables en matière arbitrale, le premier disant, pour l'incompétence *ratione personæ*, que la partie qui voudra s'en prévaloir, sera tenue de l'opposer préalablement à

toutes autres exceptions et défenses; le deuxième, que si le tribunal est incompétent à raison de la matière, le renvoi pourra être demandé en tout état de cause, et même prononcé d'office par le juge incompétent, s'il n'est pas demandé; 2° un vice de forme existant dans l'acte, dans l'exploit qui a pour but d'introduire la voie de recours, à condition de le proposer avant toute défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence (art. 173 C. pr. civ.); 3° le défaut d'intérêt de celui qui a formé la voie de recours. A ce point de vue, la Cour de Lyon, dans un arrêt du 14 juillet 1828. (Dal., v° *Arbitrage*, n° 1328, note 2, 2° espèce), a décidé qu'une partie n'est pas recevable, à raison du défaut d'intérêt, à attaquer un jugement arbitral, sous prétexte qu'il statue sur choses non demandées, par ce motif que la somme qu'elle réclamait à titre d'indemnité ne lui a été adjugée qu'à titre d'appointement, alors que c'était dans son intérêt exclusif que cette allocation avait été faite; 4° l'expiration des délais dans lesquels la voie de recours devait être introduite; 5° de ce dernier cas, rapprochons immédiatement la fin de non-recevoir résultant de la prescription du droit d'intenter la voie de recours, et signalons la différence qui existe entre ces deux hypothèses. La première, l'expiration des délais, suppose la signification de la décision que l'on attaque, tandis

que la prescription peut se produire, même lorsqu'il n'y a pas eu signification, par cela seul qu'on a laissé passer trente ans sans se pourvoir contre la sentence arbitrale.

Acquiescement. — L'acquiescement est une acceptation de la sentence par la partie condamnée; elle implique, par suite, une renonciation au droit de l'attaquer par quelque voie de recours que ce soit. Mais, comme toute renonciation, celle-ci ne se présume pas, et l'acte dont on prétend l'induire doit, en cas de doute, être restrictivement interprété. C'est ainsi que le dépôt au greffe de la sentence arbitrale que l'on veut attaquer n'emporte pas acquiescement de la part du déposant, mais doit, au contraire, s'interpréter comme le préliminaire nécessaire de la voie de recours qu'il introduirait ultérieurement ¹.

C'est encore par suite de la même règle qu'il est impossible de faire dériver un acquiescement d'actes qui ont été accomplis sans que l'on établisse contre leur auteur qu'il avait, au moment de ces actes, connaissance de la sentence ². A plus forte raison, ne peut-il être question d'acquiescement, quand, en accomplissant un acte, on a soin de réserver son droit à recours ³.

1. Rej., 27 août 1835. D. v° *Arbit.*, n° 1252, note 3.

2. Civ. req., 20 février 1826. D. *eod. loc.*, note 3.

3. Pau, 19 avril 1871. D. 73. 2. 73.

La jurisprudence a, au contraire, vu un acquiescement dans les hypothèses suivantes : 1° dans le fait de payer sans réserves les frais occasionnés par la sentence arbitrale¹ ; 2° dans l'exécution volontaire d'une sentence arbitrale rendue exécutoire par un juge incompétent, puisqu'en ce cas l'exécution forcée ne pouvait être légalement poursuivie² ; 3° au point de vue de l'appel, l'exécution donnée sous réserve d'appel à l'un des chefs d'une sentence arbitrale entraîne acquiescement tacite aux autres chefs³ ; 4° rappelons, enfin, qu'il y a acquiescement tacite par le seul fait qu'on laisse passer les délais légaux sans attaquer la sentence.

Renonciation. — A côté de l'acquiescement qui est une renonciation au droit de former recours, postérieure à la sentence, il faut examiner la fin de non-recevoir qui résulte d'une renonciation anticipée, convenue dans le compromis, antérieure, par suite, au jugement arbitral. La première question qui se pose est celle de savoir si les compromettants ont la faculté de renoncer à toutes les voies de recours. La solution de cette question découle avec toute évidence de deux principes : le premier, c'est que la loi est absolument

1. Nîmes, 21 novembre 1840. D. v° *Arbit.*, n° 1025, note ; Caen, 24 juillet 1874. S. 74. 2. 272.

2. Req., 17 novembre 1863. D. 65. 1. 374.

3. Toulouse, 15 juillet 1848. D. 49. 2. 60.

hostile à toute convention qui cacherait une fraude et encouragerait un délit. On ne peut donc admettre qu'un compromettant renonce à attaquer une sentence arbitrale, alors qu'il y aurait eu dol ou fraude commis par son adversaire ou les arbitres, non plus que si le jugement arbitral avait été rendu sur pièces fausses ou par suite de la rétention d'une pièce décisive par la partie gagnante. Une telle renonciation serait contraire à l'ordre public, et bien qu'elle ait été stipulée dans les cas qui viennent d'être indiqués, la voie de la requête civile resterait ouverte. Le deuxième principe qui domine la matière, c'est qu'en faisant un compromis, les parties ont voulu obtenir une véritable sentence, et non un acte qualifié tel et n'en présentant nullement les caractères. Renoncer à attaquer la sentence dans ces conditions, ce serait réduire à néant la juridiction arbitrale; or, la loi reconnaît le caractère de tribunal à celle-ci et tout ce qui regarde les juridictions tient à l'ordre public. De ces deux règles, il résulte qu'une renonciation générale à toutes les voies de recours serait illicite, si les parties avaient entendu mettre la sentence arbitrale à l'abri des griefs d'ordre public. Mais tel ne sera pas, dans la plupart des cas, le sens d'une clause portant renonciation à toutes les voies de recours. Aux termes mêmes de l'art. 1157 C. civ., on doit supposer que, par ces expressions,

les parties ont simplement voulu renoncer aux voies de recours dont elles avaient la libre disposition, et, dès lors, rien n'empêche de déclarer cette clause valable.

Généralement, les parties, au lieu de renoncer à toutes voies de recours, renoncent à une ou plusieurs voies déterminées, et ces renonciations particulières constituent les fins de non-recevoir relatives à l'étude desquelles nous passons.

§ 2. — FINS DE NON-RECEVOIR RELATIVES.

EN MATIÈRE D'APPEL

1° *Renonciation. Caractères et formes de la renonciation.* — Le droit de renoncer à l'appel est consacré par plusieurs arrêts. Un arrêt récent de la Cour de cassation (Civ. cass., 30 janvier 1894. Pandectes franç. 1894. 1. 292. D. 94. 1. 136) porte qu'en constituant un arbitre, les parties ont toujours le droit de renoncer à l'appel. Cet arrêt dit que la renonciation peut être faite lors du compromis ou depuis; mais, évidemment, il veut parler d'une renonciation intervenue avant la sentence; sinon, il y aurait acquiescement proprement dit, et non plus renonciation, au sens où nous prenons ici ce mot¹.

1. V. dans le même sens. Rennes, 29 avril 1893. P. F. 93. 2. 34. 1^{er} arrêt; D. 93. 2. 376; et Req., 7 janvier 1857. D. 1857. 1. 406 (en matière d'arbitrage forcé).

La renonciation à l'appel, comme toute renonciation anticipée, insérée dans le compromis, est un véritable contrat qui doit émaner de toutes les parties dont elle oblige également les héritiers. La renonciation n'est pas sacramentelle, elle peut être expresse ou tacite; mais elle doit toujours, comme l'acquiescement, être restrictivement interprétée; en cas de doute, on doit décider que la faculté de former appel a été réservée par les parties. C'est par suite de ce principe que la Cour de cassation (Civ. cass., 15 juillet 1818. S. 1819. 1. 1.) a décidé que si, sur compromis portant renonciation à l'appel, il s'élève entre les parties une contestation relative à la formation du tribunal arbitral, le jugement qui intervient sur cet incident est sujet à l'appel; ce n'est pas le cas d'appliquer la clause du compromis qui interdit la faculté d'appel.

Nous avons dit que la renonciation peut être tacite. A cet égard, la Chambre des requêtes a jugé qu'elle résulte de ce fait que les arbitres ont reçu le pouvoir de prononcer en dernier ressort; et, alors, l'appel est interdit même pour excès de pouvoir prétendu commis par le tiers arbitre¹.

Mais y aurait-il renonciation tacite à l'appel par cela seul que les arbitres seraient constitués amiables

1. Req., 10 février 1835. S. 1835. 1. 889.

compositeurs, et comme tels, dispensés de suivre les formes et les règles du droit?

Plusieurs décisions judiciaires ont répondu négativement. Elles se fondent sur ce que l'art. 1019 Cod. proc. civ. dispense bien les amiables compositeurs d'observer les règles du droit, mais ne leur confère pas le pouvoir de statuer en dernier ressort. Or, à défaut de stipulation des parties, il faudrait un texte pour déroger à la faculté d'appel qui est de droit commun en matière d'arbitrage. Ce texte n'existant pas, l'appel est recevable dans notre hypothèse. Mais cette opinion est repoussée, tant par les auteurs que par la jurisprudence. L'affirmative est, en effet, conforme à l'intention des parties : puisqu'elles ont donné aux amiables compositeurs la faculté de ne pas se conformer aux règles du droit, c'est qu'elles ont manifestement voulu leur donner des pouvoirs plus larges qu'aux arbitres ordinaires et leur conférer le soin de trancher le litige en dernier ressort, sinon la qualification d'amiables compositeurs n'aurait pas de sens. Boitard, t. 2, n° 1198, ajoute une autre considération :
« On ne comprendrait guère, enseigne-t-il, qu'une
« Cour d'appel pût être chargée, par l'appel d'un
« jugement arbitral, d'examiner si le jugement qu'on
« attaque est conforme à des règles de convenance,
« d'équité, essentiellement arbitraires, et qu'elle n'a

« pas qualité, qu'elle n'a pas mission pour apprécier¹. »

Mais que devrait-on décider quand les parties, en constituant les arbitres amiables compositeurs, ont expressément réservé la faculté d'appel? Certains arrêts sont allés jusqu'à décider que cette réserve est nulle et non avenue, et que, malgré elle, l'appel est non recevable². Il est cependant préférable de respecter la volonté formelle des parties, et de décider, avec un arrêt de Grenoble du 23 juin 1820, S. 1837, 2. 420. 3^e espèce, que « si le pouvoir donné aux arbitres de « prononcer comme amiables compositeurs pouvait « faire supposer que les parties auraient renoncé par « là tacitement à la faculté d'appeler, cette supposition « doit disparaître devant la réserve formelle de l'appel « écrite dans le compromis³. »

L'amiable composition n'impliquerait pas non plus renonciation à l'appel, si elle n'était que partielle.

1. Dans le même sens. Carré et Chauv., t. 6, q. 3296; Bioche, n° 182; Rouss. et Laisney, n° 453; Civ. rej., 20 novembre 1837. S. 1838. 1. 255; Paris, 3 décembre 1840. S. 49. 2. 5; Grenoble, 12 février 1842. S. 43. 2. 20; Orléans, 2 mai 1843. S. 49. 2. 6; Caen, 6 mars 1849. S. 49. 2. 424; Besançon, 8 décembre 1856. S. 57. 2. 352; Chambéry, 16 mars 1875. S. 76. 2. 85; Bordeaux, 1^{er} avril 1886. P. F. 86. 2. 194.

2. Nancy, 26 décembre 1823. D. 26. 2. 120; Grenoble, 19 janvier 1835. S. 35. 2. 522 (arrêt précité de Bordeaux).

3. Dans le même sens. Aix, 12 août 1836. S. *cod. loc.*, 2^e espèce,

Elle a ce dernier caractère quand les arbitres ont été seulement dispensés d'observer les formes et délais ordinaires, tout en restant tenus de suivre les règles de fond du droit; en ce cas, les parties ne peuvent être présumées avoir renoncé à l'appel.

La renonciation à l'appel peut être non seulement pure et simple, mais aussi conditionnelle. La Chambre civile de la Cour de cassation a fait une application de cette dernière règle dans un arrêt de rejet du 2 août 1853 (D. 54. 5. 36), qui décide que si, dans un acte de société commerciale, les associés sont convenus que leur différends seraient tranchés, sans appel, et à la majorité des voix, par trois arbitres choisis, l'un par le demandeur, l'autre par le défendeur, et le troisième par les deux arbitres, le jugement rendu par un tribunal arbitral composé contrairement aux stipulations du compromis, peut être attaqué par la voie de l'appel, puisque les conditions auxquelles était soumise la renonciation n'ont pas été observées. Bien que cette solution ait été rendue en matière d'arbitrage forcé, le principe qu'elle sanctionne doit régir également l'arbitrage volontaire.

Effets de la renonciation. — La renonciation à l'appel est, en principe, irrévocable. Pour qu'elle fût révoquée, il faudrait le consentement de toutes les parties.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 20 février 1827, S. 1827. 2. 88, a toutefois admis que la renonciation est non avenue, quand, l'un des arbitres étant empêché ou décédé, il a été remplacé par un arbitre choisi par le tribunal, les parties n'étant pas tenues de lui accorder leur confiance. Chauveau, t. 6, q. 3291 *bis*, s'élève contre cette décision. Elle lui paraît d'autant moins fondée « qu'il ne dépend que des parties de procéder elles-mêmes à ce choix, qu'elles sont libres d'y procéder encore après la désignation d'office et jusqu'à ce que les arbitres nommés aient commencé leurs opérations. » Cet auteur invoque, à l'appui de son opinion, un arrêt de la Cour de cassation du 15 juillet 1818.

Parfois une clause pénale est stipulée pour le cas où, malgré la renonciation, appel serait interjeté par le renonçant. Quel est l'effet d'une telle clause? Il ne faut voir là qu'un simple dédit qui ne met pas obstacle au droit d'appel; mais il doit être fait offres réelles de la somme promise lors de la signification de l'acte d'appel, ou tout au moins, le paiement en doit être effectué dès que l'intéressé le requiert, avant l'appel de la cause à l'audience. Le dédit serait dû, d'ailleurs, à la différence de l'amende de fol appel, même si l'appelant triomphait¹.

1. Carré et Chauv., t. 6, q. 3293; Rub. de Couder, n° 330; Rouss. et Laisney, 465.

La renonciation à l'appel ne peut aller jusqu'à fermer cette voie de recours, même si l'instance arbitrale et la sentence étaient entachées d'un vice d'ordre public. Les tribunaux ont fait de ce principe plusieurs applications remarquables. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'Orléans du 11 mai 1852 (D. 1855. 2. 260), a décidé que, malgré la renonciation, la sentence peut être frappée d'appel pour cause d'excès de pouvoir, de dol et incompétence des arbitres. La Cour de cassation (Civ. rej., 18 janvier 1870. D. 70. 1. 8.) a consacré d'une façon implicite la même doctrine pour le cas où les parties auraient été absolument privées des moyens de se défendre. Cette dernière hypothèse a été tranchée dans le même sens par un récent arrêt de la Cour de Paris, 21 juin 1893. P. F. 1894. 2. 35.

2° *Fin de non-recevoir tirée de ce que l'arbitrage est intervenu sur appel ou sur requête civile.* — C'est l'hypothèse prévue par l'art. 1010, § 2. C. proc. civ. : « Lors-
« que l'arbitrage sera sur appel ou sur requête
« civile, le jugement arbitral sera définitif et sans
appel. » Si un appel était, en ce cas, formé, l'intimé, ou, d'office, le tribunal, le repousseraient par une simple fin de non-recevoir d'ordre public. Car admettre l'appel, en cette hypothèse, ce serait créer

trois degrés de juridiction, et de ce caractère de la disposition de l'art. 1010, § 2, il faut conclure que les parties ne pourraient pas déroger à la règle qu'elle établit¹.

Mais la nullité de la clause dérogatoire à l'art. 1010 § 2 n'entraînerait pas, par voie de conséquence, la nullité du compromis lui-même : car, en principe, cette stipulation est une convention accessoire, indépendante, et non une condition qui rendrait applicable l'art. 1172 C. civ., aux termes duquel toute condition d'une chose prohibée par la loi est nulle et rend nulle la convention qui en dépend. La nullité de la clause dérogatoire ne rendrait nul le compromis lui-même que si elle avait été la cause déterminante de celui-ci.

3° *Péremption de l'instance d'appel.* — On sait que la péremption est l'abandon des poursuites et procédures d'appel pendant une période de trois ans. D'après l'art. 469 C. proc. civ., « la péremption en cause d'appel aura l'effet de donner au jugement dont est appel la force de chose jugée ». Elle éteint donc non seulement la procédure, mais aussi l'action

1. Carré et Chauv., t. 6, q. 3292 ; Rodière, t. 2, p. 521 ; Boitard, t. 2, n° 1188, *in fine* ; Rub. de Couder, n° 348 ; Rouss. et Laisney, n° 483.

et élève contre un second appel une fin de non-recevoir (Crépon, *op cit.*, t. 2, n° 3097).

POURVOI EN CASSATION

Renonciation.

La disposition finale de l'art. 1028 C. proc. civ., enlève tout intérêt à une renonciation de ce genre. Mais, en droit, il n'y aurait pas de raison pour la déclarer illégale, puisque, comme le fait remarquer Chauveau, t. 6, q. 3298, le pourvoi en cassation est toujours fondé sur des moyens de droit auxquels les parties peuvent renoncer.

REQUÊTE CIVILE

Renonciation.

La renonciation est, en principe, permise, car on ne comprendrait pas que la loi autorisât la renonciation à l'appel qui a pour cause une interprétation erronée des faits ou du droit, et défendît la renonciation à la requête civile, qui est le plus souvent basée sur un oubli ou une violation de quelques formes. Dans de pareils cas, la renonciation est d'autant plus licite que la loi permet aux parties d'affranchir les arbitres des règles ordinaires de la procédure. Mais la renonciation serait nulle, comme nous l'avons déjà

dit, si elle avait pour but d'empêcher une demande en requête civile fondée sur un motif d'ordre public, par exemple, sur le dol des parties ou des arbitres, sur la production d'une pièce fausse ou la rétention d'une pièce décisive par la partie gagnante¹.

Comme la renonciation à l'appel, la renonciation à la requête civile n'est pas sacramentelle; elle peut être expresse ou tacite, mais doit s'interpréter restrictivement. Résulterait-elle, dans les cas où elle est licite, de la clause du compromis conférant aux arbitres la qualité d'amiables compositeurs? Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement, comme pour l'appel, car cette clause a pour but de donner aux arbitres un pouvoir souverain et d'exclure toute intervention des tribunaux. Des auteurs ont cependant soutenu la négative. Bourbeau, t. 6, p. 729, dit à ce sujet : « La requête civile suppose une erreur com-
« mise, et pour renoncer au moyen de la faire répa-
« rer, il faut au moins une volonté clairement expri-
mée. » (Dans le même sens, Bioche, n^{os} 186 et 564).

La renonciation résulterait aussi de ce que les parties ont déclaré *renoncer à toutes voies devant les*

1. Req., 18 juin 1816. D. v^o *Arbit.* 4290, note; Colmar, 26 mai 1833. D. *cod. loc.*; Besançon, 16 mai 1870. S. 72. 2. 106; Chauv. s. Carré, t. 6, q. 3371 bis; Rodière, t. 2, p. 522; Bioche, n^o 562 et 484; Rub. de Couder, n^o 352; Rouss. et Laisney, n^o 490-489.

tribunaux, en ayant soin de donner à cette déclaration le sens limité que nous lui avons précédemment reconnu.

ACTION EN NULLITÉ DE L'ARTICLE 1028

Renonciation.

La renonciation faite d'avance, dans le compromis, à l'opposition de l'art. 1028 est-elle valable? Un premier système admettant la validité de la renonciation, par voie de conséquence de l'art. 1010, § 1 C. p. civ. qui autorise la renonciation à l'appel, a été consacré par plusieurs arrêts¹.

Une deuxième opinion fait une distinction entre la renonciation à l'opposition formulée d'une manière générale, et la renonciation formulée d'une façon spéciale, pour des motifs déterminés d'opposition, comme, par exemple, dans le cas où le tiers arbitre ne conférerait pas avec les arbitres divisés, ou celui où l'un des arbitres jugerait seul sans y avoir été autorisé. La première est illicite, dit-on, tandis que la seconde est valable. Bourbeau, qui a soutenu cette doctrine, donne comme motif de la distinction qu'il établit : « qu'une renonciation géné-

1. Req., 31 décembre 1816. S. 1818. 1. 38; Besançon, 18 mars 1828. D. v° *Arbit.*, n° 1337, note 2.

« rale, antérieure à la sentence, serait en opposition
« directe avec les clauses du compromis; pour faire
« produire à cette renonciation des effets, il faudrait
« lui donner une portée incompatible avec la volonté
« exprimée dans la convention qui limite les pouvoirs
« conférés aux arbitres. » Dans ce conflit entre une
clause générale de renonciation et les clauses spéciales, expresses, du compromis, ce sont ces dernières qui doivent l'emporter. Bourbeau fonde donc la solution qu'il professe sur la volonté des parties et non sur des considérations d'ordre public. Selon lui, l'ordre public n'est pas intéressé dans les cas prévus par l'art. 1028; car les parties pourraient affranchir, par des stipulations expresses, les arbitres des conditions qu'il pose, par exemple, elles pourraient autoriser un arbitre à juger seul, ou le tiers arbitre à ne pas conférer avec les arbitres partagés, ou, enfin, les arbitres à juger après l'expiration du compromis, ce qui équivaldrait à une prorogation. Dès lors, et pour être logique, il faut admettre qu'une renonciation spéciale à ces cas déterminés est valable. Dans deux hypothèses seulement, une clause de renonciation spéciale, pure et simple, ne suffirait pas, ce serait pour exclure l'opposition quand la sentence statuerait hors des termes du compromis ou sur choses non demandées : une telle clause serait nulle, de même

qu'un compromis qui n'énoncerait pas l'objet du litige; pour qu'elle fût valable, cette indication serait nécessaire; mais alors la renonciation serait superflue, puisque les arbitres recevraient des pouvoirs suffisants (Bourbeau, t. 6, p. 698 et suiv.)

Mais un troisième système qui prononce, en principe, et dans tous les cas, sauf un seul, la nullité de la renonciation, adoptée par la majorité des auteurs et des arrêts, nous paraît plus juridique. Une pareille renonciation est, en effet, incompatible avec la nature des moyens d'opposition. Dans les diverses hypothèses prévues par l'art. 1028, il y a abus de pouvoir commis par les arbitres, et, comme le dit Colmet d'Aage s. Boitard, n° 1210, plutôt apparence de compromis que compromis véritable. Admettre, dans ces cas, la renonciation, ce serait donc détruire le compromis dans sa substance même, réduire à néant la juridiction arbitrale, et, par suite, violer des principes d'ordre public; car la juridiction arbitrale constitue un véritable tribunal reconnu par la loi, et tout ce qui touche aux juridictions est d'ordre public¹.

Toutefois Chauveau et Carré, t. 6, q. 3374, et Rousseau et Laisney, n° 516, apportent, avec raison, une exception à cette doctrine, et permettent de

1. Req., 29 juin 1819. S. 1820. 1. 35; Civ. cass., 21 juin 1831. S.

renoncer; d'avance, à se prévaloir du moyen tiré du défaut de conférence du tiers arbitre avec les arbitres partagés, car en cette hypothèse, aucune atteinte n'est portée à l'ordre public.

La Cour de cassation, dans l'arrêt du 21 juin 1831, n'admet pas ce tempérament.

La jurisprudence ne distingue pas non plus si les arbitres ont, ou non, reçu le pouvoir de juger en dernier ressort ou comme amiables compositeurs, ni le cas où les parties ont stipulé que la sentence serait considérée comme une transaction souscrite par elles. Elle prononce toujours la nullité de la renonciation ¹.

1831. 1. 290; Carré et Chauv., t. 6, q. 3374; Rodière, t. 2, p. 523; Bioche, n° 187; Rub. de Couder, n° 374; Rouss. et Laisney, n° 515.

1. Req., 23 juin 1819. S. 1820. 1. 35.

CHAPITRE IV

DES VOIES DE RECOURS CONTRE L'ORDONNANCE D'EXEQUATUR

Il s'agit, dans ce chapitre, des voies de recours admises, non plus contre la sentence arbitrale, mais contre l'ordonnance d'exequatur, envisagée isolément. Il peut arriver, en effet, que cette ordonnance soit accordée indûment, par exemple, par un magistrat incompétent, ou qu'elle soit refusée à tort, par exemple, sous prétexte que la sentence arbitrale a violé une règle d'ordre public.

Quelles voies de recours sont alors ouvertes contre l'ordonnance irrégulière? La loi ne les a pas indiquées. Aussi existe-t-il de grandes divergences, surtout dans la doctrine, sur la solution à donner à cette question.

Un premier système est ainsi formulé par M. Crépon, t. 1, n° 1280 : « Nous rentrons ici, quant au « recours, sous l'empire du droit commun, et le droit « commun, comme l'a dit M. le procureur général « Dupin, dans son réquisitoire sur l'arrêt du 13 février 1839 (D. 1839. 1. 300), c'est que le tribunal

« ne soit pas, par une opposition à l'ordonnance de
« son président, juge de cette ordonnance, mais que
« le recours soit porté devant une juridiction supé-
« rieure qui ne saurait être autre que la Cour, et
« conséquemment, l'appel est la seule voie ouverte ¹. »

Un deuxième système, plus généralement suivi par les auteurs et la jurisprudence, fait une distinction entre le cas où le président accorde indûment l'ordonnance d'exequatur et celui où il la refuse à tort. Dans le premier cas, on n'admet qu'une voie de recours : l'opposition, car, alors, lorsque le président délivre l'ordonnance, il n'accomplit pas un acte de juridiction contentieuse, mais une simple formalité qui a pour but d'attacher la puissance exécutoire au jugement arbitral ².

Dans le deuxième cas, la seule voie de recours possible est l'appel ; car, lorsque le président refuse l'ordonnance d'exequatur, on est en présence d'une véritable décision judiciaire qui réduit à néant la sentence des arbitres ³.

1. Chauv. s. Carré, t. 6. q. 3361 ; Paris, 9 février 1861. S. 61. 2. 257.

2. Rennes, 29 avril 1893. P. F. 4893. 2. 311. 1^{er} arrêt ; Orléans, 27 mars 1844. S. 45. 2. 88 ; Douai, 15 mai 1833. S. 33. 2. 568 ; Carré, t. 6. q. 3361 ; Bioche, n° 621.

3. Paris, 24 juin 1851. *Journ. d. Pal.* 1852. 4. 39 ; Paris, 14 mai 1829. S. 29. 2. 153 ; Carré, *loc. cit.* ; Bioche, n° 619 ; Rub. de Couder, n° 304.

Ce deuxième système a été vivement critiqué et non sans raison, nous semble-t-il, par Bourbeau, t. 6, p. 707 et suiv. Selon cet auteur, « on ne saurait admettre « que la voie d'appel soit ouverte ou fermée suivant « que la décision est prononcée dans tel sens ou dans « tel autre? » Si l'on admet qu'il ne peut y avoir lieu qu'à opposition, quand le président délivre l'ordonnance, il faut donner la même solution quand il la refuse, car des raisons identiques existent dans l'un et l'autre cas. Dans le deuxième comme dans le premier, la partie condamnée n'est ni entendue, ni appelée, et il s'agit dans les deux hypothèses d'une mesure d'exécution plutôt que de l'exercice du pouvoir judiciaire. En outre, si l'on autorise seulement la voie de l'appel, soit dans les deux cas, soit dans celui du refus de l'ordonnance, on aboutit à cette conséquence inacceptable que tout recours sera impossible, quand la matière, d'après les principes généraux du droit, ne sera pas sujette à appel, et alors la partie en l'absence de laquelle aura été rendue une ordonnance qui lui porte préjudice n'aurait aucun moyen de l'attaquer. (Dans le même sens, Rodière, t. 2, p. 518.)

Dans les hypothèses où elle est recevable, l'opposition doit être portée devant le tribunal ou la Cour dont le président a statué. Les partisans de l'appel admettent que si l'ordonnance de refus est réformée,

le tribunal d'appel doit prononcer le renvoi devant le président d'une autre chambre ou le plus ancien juge dans l'ordre du tableau pour qu'une nouvelle ordonnance soit délivrée¹.

Le pourvoi en cassation serait possible dans les conditions du droit commun, contre la décision d'appel.

1. Carré, t. 6, q. 3361; Rub. de Couder, n° 304.

VU :

Le Président de la thèse,

E. GARSONNET.

VU :

Le Doyen,

COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

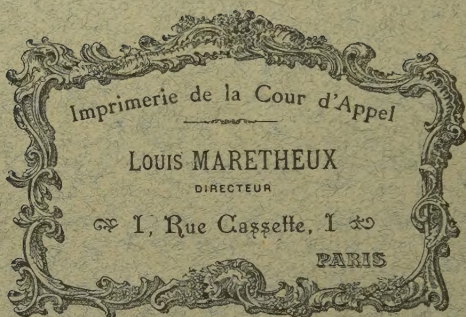
	Pages.
PROCÉDURE DES SENTENCES ARBITRALES.	1
CHAPITRE PREMIER. — Des sentences rendues par les arbitres seuls.	3
Date de la sentence	7
Signature de la sentence par les arbitres.	8
Prononciation de la sentence.	10
CHAPITRE II. — Des sentences rendues en cas d'adjonction d'un tiers arbitre.	12
<i>Première section.</i> — Conditions requises pour qu'un tiers arbitre soit nommé	13
§ 1. — Faculté de nommer un tiers arbitre.	13
§ 2. — Cas dans lesquels il y a partage	14
<i>Deuxième section.</i> — Procédure suivie quand un tiers arbitre a été nommé	20
§ 1. — Sommation	22
§ 2. — Conférence avec les arbitres	24
§ 3. — Défaut de conférence.	27
§ 4. — Sentence rendue par le tiers arbitre.	31
<i>Troisième section.</i> — De l'amiable composition	36

DEUXIÈME PARTIE

DES EFFETS DES SENTENCES ARBITRALES	43
CHAPITRE PREMIER. — Force exécutoire et exécution des sentences arbitrales	44
<i>Première section.</i> — Du dépôt de la sentence.	46
§ 1. — Délai dans lequel le dépôt doit être effectué.	46
§ 2. — Quelles personnes peuvent faire le dépôt?	47
§ 3. — A quel greffe doit être effectué le dépôt?	48
<i>Deuxième section.</i> — De l'ordonnance d'exécution	56
§ 1. — Qui est compétent pour délivrer l'ordonnance d'exécution?	56
§ 2. — Mode de délivrance de l'ordonnance	59
§ 3. — Pouvoirs du président compétent pour délivrer l'ordonnance d'exécution	60
<i>Troisième section.</i> — Exécution des sentences arbitrales	64
CHAPITRE II. — Autorité de la chose jugée.	68
CHAPITRE III. — Force probante.	69
Force hypothécaire	73

TROISIÈME PARTIE

	Pages
VOIES DE RECOURS CONTRE LES SENTENCES ARBITRALES ET L'ORDONNANCE D'EXEQUATUR	75
CHAPITRE PREMIER. — Voies de recours ordinaires contre les sentences arbitrales.	76
<i>Première section.</i> — De l'opposition	76
<i>Deuxième section.</i> — De l'appel.	78
CHAPITRE II. — Voies de recours extraordinaires contre les sentences arbitrales	87
<i>Première section.</i> — De la tierce opposition	87
<i>Deuxième section.</i> — Du pourvoi en cassation	93
<i>Troisième section.</i> — De la requête civile.	96
§ 1. — Cas d'ouverture à requête civile.	96
§ 2. — Tribunal compétent pour connaître de la requête civile; en matière arbitrale, et pouvoirs de ce tribunal	102
Tribunal compétent.	102
Pouvoirs du tribunal saisi de la requête civile	103
<i>Quatrième section.</i> — Action en nullité de la sentence arbitrale formée par voie d'opposition à l'ordonnance d'exécution	105
§ 1. — Cas dans lesquels la loi permet l'opposition à l'ordonnance d'exequatur	108
2. — Procédure et compétence en matière d'opposition.	113
Effet suspensif produit par l'introduction de l'opposition	115
§ 3. — Effets du jugement qui admet l'opposition et des voies de recours contre ce jugement	116
§ 4. — Du cumul de l'opposition et de l'appel	122
<i>Cinquième section.</i> — De la prise à partie	124
CHAPITRE III. — Fins de non-recevoir contre les diverses voies de recours admises en matière de sentences arbitrales	126
§ 1. — Fins de non-recevoir absolues	126
§ 2. — Fins de non-recevoir relatives	131
En matière : 1 ^o d'appel.	131
2 ^o De pourvoi en cassation.	139
3 ^o De requête civile	139
4 ^o D'action en nullité de l'article 1028.	141
CHAPITRE IV. — Des voies de recours contre l'ordonnance d'exequatur.	145



Imprimerie de la Cour d'Appel

LOUIS MARETHEUX

DIRECTEUR

1, Rue Cassette, 1

PARIS